



# IRDA PARIS

Institut de recherche  
en droit des affaires  
de Paris

## Revue des sommaires

Jeudi 20 juin 2024

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

# Recueil Dalloz

> hebdomadaire  
200<sup>e</sup> année  
13 juin 2024  
n° 22 / 8043<sup>e</sup>  
pages 1073 à 1120

## CHRONIQUE / Internet

Animation d'une chaîne de commerce illicite sur Telegram :  
est-ce un délit d'administration de plateforme en ligne ?  
> Michel Séjean 1086



Version numérique incluse\*



## ÉDITORIAL

1073 Il y a 100 ans. Matteotti, Franck Laffaille

## ACTUALITÉS

- 1076 Franchise (réseau) : notion de « commerce de détail »
- 1076 Concurrence déloyale (preuve) : portée du secret des affaires
- 1078 Propriété (meuble) : portée de la présomption de titre du possesseur
- 1079 Vie privée (presse) : révélation de l'identité d'une plaignante
- 1079 Bail rural (décès du preneur) : demande de résiliation par le bailleur
- 1080 Accident du travail (preuve) : recevabilité d'un enregistrement déloyal

## POINTS DE VUE

- 1082 Heurs et malheurs de la codification, Maxime Barba
- 1084 Le choix de la maternité en solo dans notre société matriarcale, Xavier Labbé

## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 1092 **Nouvelle Bibliothèque de Thèses** : La reconnaissance de dette, Rebecca Frering
- 1094 **Panorama** : Exécution des peines, Jean-Paul Céré, Joana Falxa et Éric Péchillon
- 1104 **Notes** : Le délit de pantouflage et l'Autorité de la concurrence,  
note sous Crim. 13 sept. 2023, Laurent Saenko
- 1109 Le sort du mandat social en cas de changement des modalités de gouvernance de la société :  
entre révocation et caducité, note sous Com. 4 avr. 2024, Thomas Gérard
- 1114 Le placement éducatif à domicile, de l'innovation à la qualification juridique,  
note sous Civ. 1<sup>re</sup>, avis, 14 févr. 2024, Fanny Rogue

## ENTRETIEN

- 1120 Karine Parrot – Présentation du pacte européen sur la migration et l'asile

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

# Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz  
10 place des Vosges - CS 90358  
92072 Paris La défense Cedex  
Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57  
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,  
Ketty DE FALCO  
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,  
CAROLINE SORDET  
DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,  
HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE  
ALAIN BENARANT, NICOLAS DUBAUX,  
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE  
PASCALE DEUMIER

## RÉDACTION

DIRECTION  
Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

RÉDACTION  
Maëlle HARSOUËT DE KERAVEL (01 40 64 53 79)

CHEFS DE RUBRIQUES  
Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET  
Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER  
Contrat d'affaires : Xavier DELPECH  
Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH  
Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD  
Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET  
Société et marché financier : Alain LIENHARD

ÉDITION-RÉALISATION  
Secrétaires de rédaction :  
Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)  
Laurence BREUZE-DINNAT (01 40 64 54 81)  
Première secrétaire de rédaction :  
Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)  
Directeur artistique : Patrick VERDON  
Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES  
Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

## ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice  
ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER  
Tél. : 01 83 10 10 10

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL  
Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@dalloz.fr

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)  
Prix de l'abonnement : France : 1064,90 € TTC

Etranger : 1109 € HT  
Prix au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206  
DUPLI-PRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne  
Dépôt légal - Juin 2024

## Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Samut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié  
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal  
Taux de fibres recyclées : 0 %  
Prot : 0,08 kg/t

## SOMMAIRE

### ÉDITORIAL

Franck Laffaille

1073 Il y a 100 ans, Matteotti

## ACTUALITÉS

1076

### DROIT DES AFFAIRES

Concurrence-Distribution

Franchise (réseau) :  
notion de « commerce de détail »,  
Com. 5 juin 2024

Concurrence déloyale (preuve) :  
portée du secret des affaires,  
Com. 5 juin 2024

Consommation  
Clause abusive (nullité) :  
prescription de l'action en remboursement,  
CJUE 25 avr. 2024

Propriété intellectuelle  
Marque renommée (nullité) :  
forclusion par tolérance,  
Com. 5 juin 2024

Contrat d'édition (action en résolution) :  
point de départ de la prescription,  
Civ. 1<sup>re</sup>, 5 juin 2024

1078

### DROIT CIVIL

Bien-Propriété  
Propriété (meuble) :  
portée de la présomption de titre du possesseur,  
Civ. 1<sup>re</sup>, 15 mai 2024

Contrat-Responsabilité-Assurance  
Assurance (dommages-ouvrage) :  
défaut de conformité aux stipulations contractuelles,  
Civ. 3<sup>e</sup>, 6 juin 2024

Famille-Personne-Succession  
Vie privée (presse) :  
révélation de l'identité d'une plaignante,  
Civ. 1<sup>re</sup>, 5 juin 2024

1079

### DROIT IMMOBILIER

Bail  
Bail rural (décès du preneur) :  
demande de résiliation par le bailleur,  
Civ. 3<sup>e</sup>, 30 mai 2024  
Bail rural (droit de préemption) :  
action en nullité de la vente,  
Civ. 3<sup>e</sup>, 30 mai 2024

1080

### DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Sécurité sociale  
Accident du travail (preuve) :  
recevabilité d'un enregistrement déloyal,  
Civ. 2<sup>e</sup>, 6 juin 2024  
Assurance maladie (remboursement) :  
dispositif médical acheté à l'étranger,  
Civ. 2<sup>e</sup>, 6 juin 2024

1081

### PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile  
Compétence européenne (aliments) :  
procédures en Allemagne et en Belgique,  
CJUE 6 juin 2024



## POINTS DE VUE

1082 Heurs et malheurs de la codification  
par Maxime Barba

1084 Le choix de la maternité en solo  
dans notre société matriarcale  
par Xavier Labbé



## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

### CHRONIQUE

1086 Animation d'une chaîne de commerce illicite  
sur Telegram : est-ce un délit d'administration  
de plateforme en ligne ?  
par Michel Séjean

### NOUVELLE BIBLIOTHÈQUE DE THÈSES

1092 La reconnaissance de dette  
par Rebecca Frering

### PANORAMA

1094 Exécution des peines  
mai 2023 – avril 2024  
par Jean-Paul Céré, Joana Falxa et Éric Péchillon

### NOTES

1104 Le délit de pantouflage et l'Autorité de la concurrence,  
note sous Cnm. 13 sept. 2023  
par Laurent Saenko

1109 Le sort du mandat social en cas de changement  
des modalités de gouvernance de la société :  
entre révocation et caducité, note sous Com. 4 avr. 2024  
par Thomas Gérard

1114 Le placement éducatif à domicile,  
de l'innovation à la qualification juridique,  
note sous Civ. 1<sup>re</sup>, avr. 14 févr. 2024  
par Fanny Rogue



## ENTRETIEN

1120 Karine Parrot –  
Présentation du pacte européen sur la migration et l'asile

### À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).

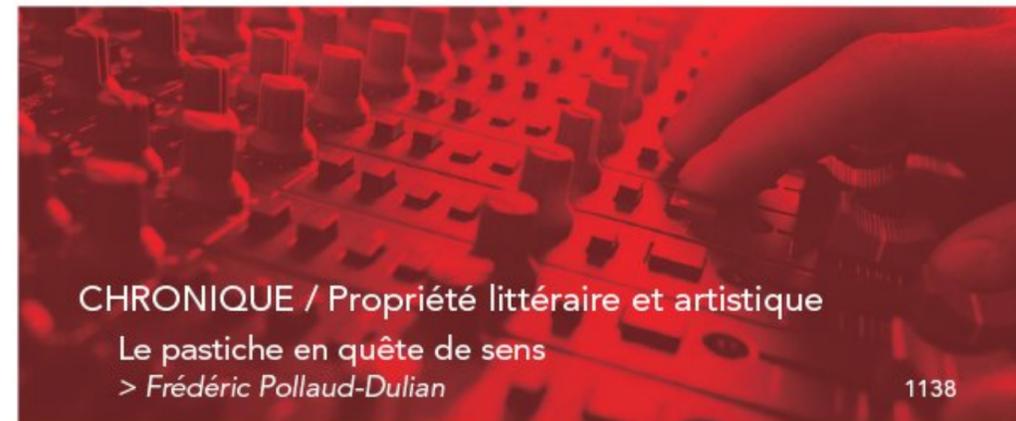


\*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également  
votre revue numérique  
sur [Dalloz-Revues.fr](http://Dalloz-Revues.fr)

# Recueil Dalloz

> hebdomadaire  
200<sup>e</sup> année  
20 juin 2024  
n° 23 / 8044<sup>e</sup>  
pages 1121 à 1184



Version numérique incluse\*



322423



## ÉDITORIAL

1121 Honnêtes gens, méfiez-vous des machines!, *Danièle Mayer*

## ACTUALITÉS

- 1124 Prêt (obligation d'information): mise en œuvre de la garantie  
1127 Réfugié (protection): croyance en l'égalité entre les femmes et les hommes  
1128 Diffamation (Facebook): point de départ du délai de prescription  
1129 Santé (obligation de sécurité): sanction des agissements sexistes

## POINTS DE VUE

- 1134 Le pouvoir d'opportunité du procureur de la République, Proposition pour une (re)présentation sous forme de triptyque procédural, *Pierre-Jérôme Delage*  
1136 Domaine du droit de préférence du locataire commercial: pour une saisine de la Cour de cassation!, *Fabien Kendérian, Franck Roussel et Philippe Viudès*

## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- Chronique de jurisprudence de la Cour de cassation:  
1144 Troisième chambre civile, *Marie-Laure Aldigé, Géraldine Brun, Anne-Claire Schmitt et Bénédicte Djikpa*  
1154 Chambre commerciale, *Clotilde Bellino, Thibaut Boutié et Claudie Lefevre*  
1163 Panorama: Droit des assurances, *Rodolphe Bigot, Amandine Cayol, David Noguéro et Philippe Pierre*  
1175 Notes: La nature de l'accord du cédé dans la cession de contrat: une simple autorisation,  
*note sous Com. 24 avr. 2024, Jean-Denis Pellier*  
1180 Les conditions de l'opposabilité au bailleur de la cession judiciaire du bail rural,  
*note sous Civ. 3<sup>e</sup>, 11 janv. 2024, Franck Roussel*

## ENTRETIEN

- 1184 Pierre-Yves Gautier et Christophe Perchet – Des conditions de la responsabilité civile d'un édile, à la lumière du Bien commun

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

# Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz  
10 place des Vosges - CS 90358  
92072 Paris La défense Cedex  
Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57  
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,  
Ketty de Falco  
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,  
CAROLINE SORDET  
DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,  
HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE  
ALAIN BÉNARANT, NICOLAS DESBAUX,  
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON et PHILIPPE MERLE  
DIRECTRICE SCIENTIFIQUE  
PASCALE DEUMIER

## RÉDACTION

- DIRECTION  
Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)  
- RÉDACTION  
Maëlle HARSOUËT DE KERAVEL (01 40 64 53 79)  
- CHEFS DE RUBRIQUES  
Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET  
Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER  
Contrat d'affaires : Xavier DELPECH  
Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH  
Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD  
Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET  
Société et marché financier : Alain LIENHARD  
- ÉDITION-RÉALISATION  
Secrétaires de rédaction :  
Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)  
Laurence BREUZE-DINNAT (01 40 64 54 81)  
Première secrétaire de rédaction :  
Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)  
Directeur artistique : Patrick VERDON  
Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES  
Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

## ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, *Directrice*  
ventes@dalloz.fr  
Responsable relations clients : Corinne ROUTIER  
Tél. : 01 83 10 10 10  
Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL  
Tél. : 01 40 92 20 24 - [publicite@lefebvre-samut.eu](mailto:publicite@lefebvre-samut.eu)  
Revue hebdomadaire (44 numéros par an)  
Prix de l'abonnement : France : 1064,90 € TTC  
Étranger : 1109 € HT  
Prix au numéro : 46 € HT  
ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206  
DUPLIPRINT Mayenne  
733 rue St Léonard, 53100 Mayenne  
Dépôt légal - Juin 2024

## Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €  
Siège social : Tour Lefebvre Dalloz  
10 place des Vosges - CS 90358  
92072 Paris La défense Cedex  
RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098  
Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550  
Filiale du groupe Lefebvre-Samut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié  
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal  
Taux de fibres recyclées : 0 %  
Prot : 0,08 kg/t

## SOMMAIRE

### ÉDITORIAL

Danièle Mayer

1121

Honnêtes gens,  
méfiez-vous des machines!

## ACTUALITÉS

1124

### DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie  
Prêt (obligation d'information): mise en œuvre  
de la garantie, *Com.* 12 juin 2024  
Billet à ordre (aval): prescription de l'action  
cambiale, *Com.* 12 juin 2024  
Contrat d'affaires  
Transport aérien (indemnisation): vice de  
fabrication du moteur, *CJUE* 13 juin 2024  
Transport aérien (indemnisation): vice de  
conception du réservoir, *CJUE* 13 juin 2024  
Entreprise en difficulté  
Assignation en redressement judiciaire: pas de  
privilège de juridiction, *Com.* 12 juin 2024  
Contrat en cours (bail): constat de la résiliation  
pour défaut de paiement, *Com.* 12 juin 2024  
Arrêt des poursuites: action en nullité d'un  
contrat de vente, *Com.* 12 juin 2024  
Période suspecte (nullité): opération de  
compensation, *Com.* 12 juin 2024

Conflit de juridictions (dénai de justice):  
compétence de la juridiction française,  
*Civ.* 1<sup>re</sup>, 12 juin 2024

1128

### DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Presse et communication  
Diffamation (Facebook): point de départ du  
délai de prescription, *Crim.* 11 juin 2024  
Procédure pénale  
Constitution de partie civile (victime directe):  
agression de policiers, *Crim.* 11 juin 2024  
Cour criminelle départementale: extinction de  
l'action publique, *Crim.* 12 juin 2024

1129

### DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail  
Santé (obligation de sécurité): sanction des  
agissements sexistes, *Soc.* 12 juin 2024  
Discrimination (état de santé): travail à temps  
partiel thérapeutique, *Soc.* 12 juin 2024  
Licenciement économique: détermination des  
catégories professionnelles, *Soc.* 12 juin 2024  
Participation (réserve spéciale): attestation des  
modalités de calcul, *Soc.* 12 juin 2024

1132

### PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile  
Appel civil (formalisme): régime des procédures  
d'urgence, *Civ.* 2<sup>e</sup>, 13 juin 2024  
Mesure d'instruction (*in futurum*): conditions de  
recevabilité, *Civ.* 2<sup>e</sup>, 13 juin 2024  
Profession juridique et judiciaire  
Avocat (sanction disciplinaire): refus d'une  
commission d'office, *Civ.* 1<sup>re</sup>, 12 juin 2024

1126

### DROIT IMMOBILIER

Bail  
Bail rural (petites parcelles): régime  
du renouvellement, *Civ.* 3<sup>e</sup>, 13 juin 2024  
Bail rural (droit de préemption): qualité  
d'acquéreur évincé, *Civ.* 3<sup>e</sup>, 13 juin 2024

1127

### DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Droit européen  
Réfugié (protection): croyance en l'égalité entre  
les femmes et les hommes, *CJUE* 11 juin 2024  
Droit international  
Relations financières (mesures de restrictions):  
inconstitutionnalité du régime,  
*Cons. const.* 12 juin 2024  
Conflit de lois (loi de police): droits et devoirs  
des époux, *Civ.* 1<sup>re</sup>, 12 juin 2024



## POINTS DE VUE

1134 Le pouvoir d'opportunité du procureur de la République  
Proposition pour une (re)présentation sous forme  
de triptyque procédural  
par Pierre-Jérôme Delage

1136 Domaine du droit de préférence du locataire  
commercial : pour une saisine de la Cour de cassation !  
par Fabien Kendérian, Franck Roussel  
et Philippe Viudès



## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

### CHRONIQUE

1138 Le pastiche en quête de sens  
À propos des nouvelles questions préjudicielles  
dans l'affaire Pelham  
par Frédéric Pollaud-Dulian

### CHRONIQUE DE LA COUR DE CASSATION

1144 Troisième chambre civile  
par Marie-Laure Aldigé, Géraldine Brun,  
Anne-Claire Schmitt et Bénédicte Dijkpa

1154 Chambre commerciale  
par Clotilde Bellino, Thibaut Boutié  
et Claudie Lefeuvre

### PANORAMA

1163 Droit des assurances  
mai 2023 – avril 2024  
par Rodolphe Bigot, Armandine Cayol,  
David Noguéro et Philippe Pierre

### NOTES

1175 La nature de l'accord du cédé dans la cession de contrat :  
une simple autorisation, note sous Com. 24 avr. 2024  
par Jean-Denis Pellier

1180 Les conditions de l'opposabilité au bailleur de la cession  
judiciaire du bail rural, note sous Civ. 3<sup>e</sup>, 11 janv. 2024  
par Franck Roussel



## ENTRETIEN

1184 Pierre-Yves Gautier et Christophe Perchet  
Des conditions de la responsabilité civile d'un édile,  
à la lumière du Bien commun

### À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

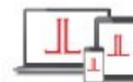
Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



\*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également  
votre revue numérique  
sur [Dalloz-Revues.fr](http://Dalloz-Revues.fr)

REVUE DES SOCIÉTÉS - mensuel - juin 2024 - pages 349 à 412 - n° 6

9 782993 124062 ref : 312406

**JURISPRUDENCE**

**Sociétés en général**

Manquements aux obligations LCB-FT et concurrence déloyale : montée en puissance de la *compliance*  
Com. 27 sept. 2023,  
note Sandie Lacroix-de Sousa p. 375

**Société et durabilité**

Après la forme, le fond !  
Premiers enseignements relatifs au contrôle judiciaire du devoir de vigilance  
T. jud. Paris, 5 déc. 2023,  
note Grégoire Leray  
et Pauline-Marie Abadie p. 383

**Droit des sociétés cotées**

Action en responsabilité contre l'AMF et compétence juridictionnelle  
CE 26 avr. 2024,  
note Thierry Bonneau p. 394

**Droit pénal des sociétés**

Précisions sur les conditions de constitution du délit d'entrave aux fonctions de commissaires aux comptes  
Crim. 28 févr. 2024,  
note Haritini Matsopoulou p. 398

**Droit fiscal des sociétés**

Obligations remboursables en actions et impôt de solidarité sur la fortune : titres de créance non exonérés  
Com. 14 févr. 2024,  
note Xavier Cabannes p. 400

**Lefebvre Dalloz**



# REVUE DES SOCIÉTÉS

Juin 2024 - n° 6

**ÉTUDES**

Durabilité : une gouvernance par l'information fiable sans recours au droit souple  
Isabelle Beyneix p. 355

Régime juridique des attributions gratuites d'actions : assouplissements apportés par la loi n° 2023-1107 du 29 novembre 2023  
Régis Foy p. 369

**CHRONIQUES**

Chronique de droit des entreprises en difficulté  
Philippe Roussel Galle,  
Laurence Caroline Henry  
et Florence Reille p. 404



Version numérique incluse\*



**Actualités** \_\_\_\_\_ **350**

par Bénédicte François et Benjamin Jeudi

**Études** \_\_\_\_\_ **355**Durabilité : une gouvernance par l'information fiable sans recours au droit souple  
Isabelle Beyneix \_\_\_\_\_ 355Régime juridique des attributions gratuites d'actions : assouplissements apportés  
par la loi n° 2023-1107 du 29 novembre 2023  
Régis Foy \_\_\_\_\_ 369**Jurisprudence** \_\_\_\_\_ **373****Sociétés en général**Exclusion d'une fédération de syndicats :  
existence confirmée d'un droit commun  
des groupements ?  
Note sous Com. 18 oct. 2023  
note Jean-François Barbiéri \_\_\_\_\_ 373Manquements aux obligations LCB-FT  
et concurrence déloyale : montée en puissance  
de la *compliance*  
Note sous Com. 27 sept. 2023  
note Sandie Lacroix-de Sousa \_\_\_\_\_ 375**Sociétés à responsabilité limitée**Responsabilité du gérant de la SARL :  
incidence de la faute sur la prescription de l'action  
Note sous Com., 24 janv. 2024  
note Bernard Saintourens \_\_\_\_\_ 380**Société et durabilité**Après la forme, le fond ! Premiers enseignements  
relatifs au contrôle judiciaire du devoir de vigilance  
Note sous T. jud. Paris, 5 déc. 2023  
note Grégoire Leray et Pauline-Marie Abadie \_\_\_\_\_ 383**Sociétés civiles**Désignation d'un mandataire *ad hoc* en vue  
de convoquer une assemblée dans une SCI :  
éclairages sur l'appréciation de la conformité  
à l'intérêt social  
Note Com. 20 déc. 2023  
note Benoit Lecourt \_\_\_\_\_ 390**Droit des sociétés cotées**Action en responsabilité contre l'AMF et compétence  
juridictionnelle  
Note sous CE 26 avr. 2024  
note Thierry Bonneau \_\_\_\_\_ 394**Droit pénal des sociétés**Précisions sur les conditions de constitution  
du délit d'entrave aux fonctions de commissaires  
aux comptes  
Note sous Crim. 28 févr. 2024  
note Haritini Matsopoulou \_\_\_\_\_ 398**Droit fiscal des sociétés**Obligations remboursables en actions et impôt  
de solidarité sur la fortune : titres de créance non  
exonérés  
Note sous Com. 14 févr. 2024  
note Xavier Cabannes \_\_\_\_\_ 400**Chronique de droit des entreprises en difficulté** \_\_\_\_\_ **404**

par Philippe Roussel Galle, Laurence Caroline Henry et Florence Reille



QUESTION PRATIQUE

### MAÎTRISE DES RISQUES DE L'ENTREPRISE : COLLECTE DES INFORMATIONS POUR EVALUER LES TIERS

Des avocats de Norton Rose Fulbright  
proposent une méthodologie

26



[www.efl.fr](http://www.efl.fr)



### À LA UNE

**Sociétés** - La clause privant l'associé de SAS du droit de voter sur son exclusion est en partie réputée non écrite

4

**Sociétés** - Convocation irrégulière d'un associé de SARL à une assemblée : annulation des décisions ?

5

**Entreprise en difficulté** - La déclaration par le débiteur d'une créance ne vaut pas reconnaissance de celle-ci

10

**Contrats** - Quelles conséquences en cas de résolution du contrat aux torts partagés des parties ?

13

## Lefebvre Dalloz

 EDITIONS  
FRANCIS LEFEBVRE

### Sociétés

- 4 - Exclusion d'un associé de SAS
- 5 - Convocation irrégulière d'un associé de SARL à une assemblée
- 6 - Cession du contrôle de la société franchiseur
- 6 - Responsabilité pénale d'une SARL absorbante pour des faits commis par la société absorbée
- 8 - Cautionnement accordé par le président du directoire de SA au nom de la société
- 9 - Mise à disposition gratuite d'un immeuble appartenant à une SCI
- 9 - Conséquences de la démission d'un commissaire aux comptes nommé avant la loi Pacte

### Entreprise en difficulté

- 10 - Déclaration d'une créance par le débiteur
- 12 - Défaut de réponse à une demande de restitution d'un bien
- 13 - Suspension des poursuites

### Contrats

- 13 - Résolution du contrat aux torts partagés des parties
- 14 - Notification par lettre recommandée AR
- 15 - Action paulienne : preuve de l'insolvabilité du débiteur

### Finances de l'entreprise

- 16 - Disproportion d'un cautionnement souscrit par une personne physique
- 17 - Devoir de vigilance de la banque
- 17 - Renonciation à l'imputation légale des paiements

### Biens de l'entreprise

- 18 - Mise à disposition de la copie d'un logiciel par téléchargement assortie d'un contrat de licence d'utilisation
- 19 - Bail commercial : inventaire des charges
- 19 - Application du statut des baux commerciaux à un local secondaire

### Concurrence

- 20 - Examen par l'Autorité d'un projet poursuivant un objectif de développement durable

### Consommation

- 21 - Lutte contre la « shrinkflation »
- 22 - Sanctions en cas de non-retrait ou de non-rappel de produits dangereux
- 23 - Support publicitaire illicite

### Compliance

- 23 - Délit de corruption

### Et aussi...

- 24 - Jugement susceptible d'appel : demande en résolution d'un contrat
- 24 - Produit défectueux

### Veilles

- 30 - Veille législative
- 31 - Veille fiscale et sociale



## QUESTION PRATIQUE



# 26

**MAÎTRISE DES RISQUES  
DE L'ENTREPRISE : COMMENT  
COLLECTER LES INFORMATIONS  
EN VUE D'ÉVALUER LES TIERS**

REVUE LAMY

# Droit des Affaires

## Chronique : Contrats d'affaires

*Jean BRUSCHI, Cédric DUBUCQ, Tristan GIRARD-GAYMARD et Jacques MESTRE*

- **Abus de minorité et franchise participative : coup d'épée dans l'eau !**  
*Adrien BEZERT et Quentin NEMOZ-RAJOT*
- **La qualité de dirigeants de fait du président et du vice-président du conseil de surveillance d'une société par actions simplifiée**  
*Marie FRISCH*
- **Précision sur le domaine de l'article L. 650-1 du Code de commerce**  
*Gaëtan MARAIN*
- **L'immeuble, un bien quelconque**  
*Morgane DAURY-FAUVEAU*
- **L'encadrement souhaitable des clauses de *bad leaver* :  
Le constat de l'absence d'encadrement de ces clauses (1<sup>re</sup> partie)**  
*Marie BLONDEL*

**204** | MENSUEL  
JUIN 2024

## Conseil scientifique

### Marie-Pierre BLIN-FRANCHOMME :

Maître de conférences HDR Université Toulouse Capitole, chargée de mission développement durable

### Jean-Michel de CARMO SILVA :

Professeur de droit, Grenoble École de Management

### Emmanuel DAOUD :

Avocat associé, Cabinet VIGO

### Jack DEMAISON :

Avocat associé, SIMON Associés

### Laurence Caroline HENRY :

Professeur - Avocat général en service extraordinaire à la chambre commerciale de la Cour de cassation

### Arnaud LECOURT :

Maître de conférences, Université de Pau et des pays de l'Adour

### Jacques MESTRE :

Professeur agrégé des Facultés de droit

### Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de droit, Université Jean Moulin - Lyon 3

**Éditeur :** Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social 7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

**Représentant légal :** Guillaume Deroubaix

**Associé unique :** Karnov HoldCo France

**Directeur de la publication :** Guillaume Deroubaix

**Directrice des rédactions :** Sylvie Duras

**Rédactrice en chef ad interim :** Chloé Mathonnière

**Ont collaboré à ce numéro :**

Jérémy Berlemont, Annabelle Grosjean, Brice Lemerrier, Camille Madi, Victoria Mauriès, Rolanda Ondo et Héloïse Planckaert

**Dépôt légal :** à parution

**Prix au numéro :** 65,34 € TTC

**N°ISSN (version en ligne) :** 2109-9367

**N°ISSN (version imprimée) :** 1279-8401

**Périodicité :** mensuel

**N°CPPAP :** 0125 T 87146

**Crédit photos :** Getty Images

**Imprimeur :** Dupliprint

733 rue Saint-Léonard - 53147 Mayenne

**Origine du papier :** Pologne

**Taux de fibres recyclées :** 0%

**Certification :** PEFC

**Eutrophisation :** Ptot 0.02 kg/tonne

**Pour contacter le service client :**

**N°Cristal 09 69 39 58 58**

APPEL NON SURTAXÉ

**Courriel :** [contact@lamyliaisons.fr](mailto:contact@lamyliaisons.fr)

**Internet :** [www.liaisons-sociales.fr](http://www.liaisons-sociales.fr)

[www.lamyline.fr](http://www.lamyline.fr) - [www.lamy-liaisons.fr](http://www.lamy-liaisons.fr)



Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle par quelque procédé que ce soit, du contenu issu de la présente publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon.

# Sommaire

## ACTUALITÉS

### FOCUS ..... P. 3

- L'abandon du caractère obligatoire de la tranche « retail » dans les IPO  
*Alain COURET*

### LES ESSENTIELS DU MOIS ..... P. 5

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ..... P. 16

- Abus de minorité et franchise participative : coup d'épée dans l'eau ! P. 16  
*Adrien BEZERT et Quentin NEMOZ-RAJOT*
- La qualité de dirigeants de fait du président et du vice-président du conseil de surveillance d'une société par actions simplifiée P. 21  
*Marie FRISCH*

### ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ ..... P. 24

- Précision sur le domaine de l'article L. 650-1 du Code de commerce  
*Gaëtan MARAIN*

### MARCHÉS FINANCIERS ..... P. 27

- La réparation du préjudice causé par l'exercice illégal de l'activité de CIF  
*Bruno DONDERO*

### PÉNAL DES AFFAIRES ..... P. 30

- L'immeuble, un bien quelconque  
*Morgane DAURY-FAUVEAU*

## PERSPECTIVES

### CHRONIQUE ..... P. 35

- Contrats d'affaires  
*Jean BRUSCHI, Cédric DUBUCQ, Tristan GIRARD-GAYMARD et Jacques MESTRE*

### ANALYSE ..... P. 42

- L'encadrement souhaitable des clauses de *bad leaver* : Le constat de l'absence d'encadrement de ces clauses  
*Marie BLONDEL*

# Actualité des procédures collectives, n° 12 du 14 juin 2024

---

## Sommaire du numéro

### Repère

PLAN DE SAUVEGARDE

#### La violation d'une inaliénabilité judiciaire n'est pas une inexécution du plan

N° 135 - Par Pierre-Michel LE CORRE

[Consulter le PDF](#)

### Alertes

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | DÉCLARATION DES CRÉANCES

#### La déclaration du débiteur pour le compte du créancier ne vaut pas reconnaissance du bien-fondé de la créance

N° 136 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | REVENDICATIONS

#### La possible revendication en valeur du bien vendu avec clause de réserve de propriété en cas de revente après l'ouverture de la procédure

N° 137

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | PLAN DE SAUVEGARDE

#### Sanction du non-respect d'une interdiction d'aliéner prévue dans le plan

N° 138

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | DESSAISISSEMENT

#### Irrecevabilité d'un appel ou d'un pourvoi intenté par le dirigeant d'une société en liquidation en présence d'un mandataire ad hoc

N° 139

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | PLAN DE CESSION

#### Précisions quant au transfert des salariés à une personne morale de droit public

N° 140

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | PLAN DE CESSION

#### Résolution d'un contrat judiciairement cédé en raison d'une inexécution du

## cessionnaire

N° 141

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RÉALISATION DES ACTIFS

**Une vente de gré à gré autorisée par le juge-commissaire ne peut aggraver les conditions proposées par le candidat**

N° 142

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RÉALISATION DES ACTIFS

**Impossible rétractation de l'offrant après l'ordonnance du juge-commissaire pour des motifs non érigés en condition suspensive**

N° 143

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | CLÔTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

**Irrecevabilité d'une action en résiliation du contrat pour défaut de paiement après la clôture pour insuffisance d'actif**

N° 144 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ DES MANDATAIRES

**Le commissaire à l'exécution du plan doit prendre en compte les sûretés réelles pour autrui, spécialement si le bénéficiaire de la garantie est admis au passif**

N° 145 - Par Pierre CAGNOLI

[Consulter le PDF](#)

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | PROCÉDURE

**« Faillite sur faillite ne vaut » : illustration par deux jugements inconciliables**

N° 146

[Consulter le PDF](#)

# Cahiers de droit de l'entreprise, n° 3 du 01 mai 2024

---

## Sommaire du numéro

### Éditorial



#### SANCTIONS

**Harmonisation des législations européennes en cas de violation des mesures restrictives : quelles incidences pour les entreprises ?**

N° 3 - Par Sara BRIMBEUF et Charlotte PALMIERI

[Consulter le PDF](#)

### Deux mois déjà



#### DROIT DES AFFAIRES

**Le vote mettant fin au dualisme de la gouvernance d'une SA ne constitue pas une révocation abusive du directeur général.**

N° 47

[Consulter le PDF](#)

#### CJUE

**Infractions au droit de la concurrence de l'Union : précisions de la CJUE quant au délai de prescription des actions en réparation.**

N° 48

[Consulter le PDF](#)

#### DROIT DES AFFAIRES

**Le fabricant tête de réseau peut-il interdire à ses distributeurs agréés de vendre les produits de sa marque sur des places de marché en ligne ?**

N° 49

[Consulter le PDF](#)

#### DROIT DES AFFAIRES

**RGPD : retour sur les récentes sanctions de la CNIL.**

N° 50

[Consulter le PDF](#)

#### DROIT DES AFFAIRES

**La loi DDADUE 2024 est publiée !**

N° 51

[Consulter le PDF](#)

#### DROIT DES AFFAIRES

**Devoir de vigilance des entreprises : le Parlement européen adopte la nouvelle directive.**

N° 52

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

**L'accord du cédé : condition de l'opposabilité de la cession de contrat.**

N° 53

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

**Compétence du juge administratif pour trancher les litiges de paiement direct au sous-traitant dans les marchés de travaux publics.**

N° 54

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

**Absence d'adhésion de l'emprunteur à une assurance de groupe et obligation d'information du prêteur souscripteur.**

N° 55

[Consulter le PDF](#)

DROIT FISCAL

**Prorogation des aménagements des modalités de prise en charge par l'employeur des frais de transport et augmentation pérenne des limites d'exonération.**

N° 56

[Consulter le PDF](#)

DROIT FISCAL

**Retenue à la source sur les revenus salariés versés à des non-résidents : primauté de l'appréciation conventionnelle de la résidence.**

N° 57

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

**La seule qualité de salarié ouvre droit au bénéfice des activités sociales et culturelles du comité social et économique.**

N° 58

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

**La compétitivité peut justifier le licenciement économique d'un salarié protégé employé par une association à but non lucratif.**

N° 59

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

**L'action en paiement de salaires, d'indemnité compensatrice de préavis, outre congés payés afférents, se prescrit par 3 ans.**

N° 60

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

**L'accord transactionnel conclu devant le bureau de conciliation peut inclure les obligations réciproques des parties au titre d'une clause de non-concurrence.**

N° 61

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

**Droit d'option du salarié en cas de rupture nulle du contrat de travail : la réintégration est exclusive de l'indemnisation.**

N° 62

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

**Temps partiel modulé : l'invalidation de l'accord collectif n'entraîne pas la requalification automatique du contrat de travail.**

N° 63

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

**Contestation du licenciement pour inaptitude et invocabilité d'un manquement de l'employeur à son obligation de sécurité.**

N° 64

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

**Prescription de l'action en reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur à la suite d'un accident du travail.**

N° 65

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

**RGPD : retour sur les récentes sanctions de la CNIL**

N° 66 - Par Olivier DE MATTOS

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

**La loi DDADUE 2024 est publiée !**

N° 67 - Par Olivier DE MATTOS

[Consulter le PDF](#)

**Table ronde**



SPIN-OFF

**Regain d'intérêt pour les spin-off, quels défis ?**

N° 3 - Par Olivia GUILLAUME , Brice LEMONNIER , Angelo PICCIRILLO , Charles DE REALS et Julie KLEIN

[Consulter le PDF](#)

**Dossier**



SAS

**Les 30 printemps de la SAS**

N° 16 - Par Bee RECEVEUR et Marie-Andrée RAKOTOVAHINY

[Consulter le PDF](#)

DIRIGEANTS DE LA SAS

**Les dirigeants de la SAS et la liberté contractuelle : nomination et révocation**

N° 17 - Par Deen GIBIRILA

[Consulter le PDF](#)

LIBERTÉ CONTRACTUELLE

## Les incidences de la liberté contractuelle sur les sanctions dans la SAS

N° 18 - Par Bee RECEVEUR

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ

## La fiscalité de la SAS et la liberté contractuelle

N° 19 - Par Arnaud DE BISSY

[Consulter le PDF](#)

DROIT DU TRAVAIL

## Le droit du travail et la liberté contractuelle dans la SAS

N° 20 - Par Jean-Pierre AZAIS

[Consulter le PDF](#)

SASU

## L'associé unique et la liberté statutaire

N° 21 - Par Marie RAKOTOVAHINY

[Consulter le PDF](#)

## Cahiers pratiques



DIRECTION GÉNÉRALE | ORDONNANCE N° 2016-131 DU 10 FÉVRIER 2016

## Les modalités et les effets de la cession de contrat en droit commun

N° 11 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION FINANCIÈRE | TVA

## TVA et location de locaux nus à usage professionnel

N° 12 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION COMMERCIALE | PÉRIODE SUSPECTE

## Les nullités de la période suspecte : démontrer la connaissance par le créancier de l'état de cessation des paiements

N° 13 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES

## Aménager l'organisation du travail durant les Jeux olympiques et paralympiques 2024

N° 14 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION | LOI SREN

## Loi SREN : de nouveaux pouvoirs pour la CNIL

N° 15 - Par Julie SCHWARTZ et Rémy SCHLICH

[Consulter le PDF](#)

# Contrats Concurrence Consommation, n° 6 du 01 juin 2024

---

## Sommaire du numéro

### Repère

LOIS EGALIM

#### Rater... rater mieux...

N° 6 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

### Alertes

FOCUS | GUIDE DE LA NÉGOCIATION COMMERCIALE

#### Guide de la négociation commerciale

N° 22

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INFORMATION DU CONSOMMATEUR

#### Réduflation : confirmation de l'entrée en vigueur au 1er juillet de l'obligation d'information du consommateur

N° 23

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | LOI DDADUE 2024

#### La loi DDADUE 2024 est publiée

N° 24

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DE TEXTES | VEILLE

#### Du 31 mars au 25 avril 2024

N° 25

[Consulter le PDF](#)

### Dossier

CONTRATS D'AFFAIRES

#### Le droit des contrats d'affaires devant le juge : quelles nouveautés ?

N° 8 - Par Jean-François BEYNEL et Muriel CHAGNY

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS D'AFFAIRES

## Rapport introductif

N° 9 - Par Rémi DECOUT-PAOLINI

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS D'AFFAIRES

## Un droit des contrats d'affaires plus attractif

N° 10 - Par Jacques FINESCHI

[Consulter le PDF](#)

RELATIONS COMMERCIALES

## Table ronde centrée sur l'attractivité des contrats d'affaires

N° 11 - Par Charles ARONICA

[Consulter le PDF](#)

CONTRAT D'AFFAIRES

## Un droit des contrats d'affaires plus attractif ?

N° 12 - Par Muriel CHAGNY

[Consulter le PDF](#)

CLAUSES ANTICONCURRENTIELLES

## Les changements apportés aux contrats d'affaires par le droit du marché

N° 13 - Par Irène LUC

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS D'AFFAIRES

## Quel contrôle judiciaire des contrats d'affaires, du général au spécial

N° 14 - Par Carole CHAMPALAUNE

[Consulter le PDF](#)

CONTRÔLE DE LA QUALIFICATION DU CONTRAT

## Quels contrôles judiciaires des contrats d'affaires ?

N° 15 - Par Arnaud REYGROBELLET

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS D'AFFAIRES

## Table ronde : quels contrôles judiciaires des contrats d'affaires (du général au spécial) ?

N° 16 - Par François THOMAS

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS D'AFFAIRES

## Propos conclusifs

N° 17 - Par Chantal ARENS

[Consulter le PDF](#)

## Commentaires



CONTRATS | CESSION DE CONTRAT

## L'accord du cédé est-il une condition de validité et doit-il être donné par écrit ?

N° 90 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | RESPONSABILITÉ CIVILE

## Coup d'arrêt à la progression du principe de proportionnalité

N° 91 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | CAUTIONNEMENT

## Subrogation : pas de transmission à la caution des droits exclusivement attachés à la personne du créancier qu'elle a payé

N° 92 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | AGENT COMMERCIAL

### [Qualification : pouvoir de négociation](#)

N° 93 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | CONCURRENCE DÉLOYALE

### [Name and Shame](#)

N° 94 - Par Hélène AUBRY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | TRANSPARENCE TARIFAIRE

### [Pénalité de retard](#)

N° 95 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | DÉSÉQUILIBRE SIGNIFICATIF

### [Déséquilibre significatif : prescription](#)

N° 96

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | PÉNALITÉS LOGISTIQUES

### [QPC : conformité](#)

N° 97 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | ACTIONS PRIVÉES

### [Nouvelles précisions sur les exigences du droit de l'Union quant aux régimes nationaux de prescription des actions privées](#)

N° 98 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | ENTENTE

### [Sport et concurrence, nouveaux développements ?](#)

N° 99 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | TRIBUNAL DES CONFLITS

### [L'ordre judiciaire est compétent pour connaître du contentieux des décisions de déclasséement en matière de secrets d'affaires](#)

N° 100 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | LÉGISLATION SUR LES MARCHÉS NUMÉRIQUES

### [Désignation de nouveaux « Contrôleurs d'accès » par la Commission européenne](#)

N° 101

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CONTRAT DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

### [La responsabilité du fournisseur d'accès à un service de communications électroniques, à l'épreuve des clauses abusives et de la prescription](#)

N° 102 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | ENVIRONNEMENT

### [La nouvelle directive permettant de donner aux consommateurs les moyens d'agir en faveur de la transition écologique](#)

N° 103 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CRÉDIT IMMOBILIER

### [Contrat de consommation](#)

N° 104 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CONTRAT DE RÉVÉLATION DE SUCCESSION

### [Prescription](#)

N° 105 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

## Formule



CONTRAT

### [La clause de confirmation de la commande du consommateur sur une place de marché en ligne](#)

N° 6 - Par Geoffray BRUNAUX

[Consulter le PDF](#)

# La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 23 du 10 juin 2024

---

## Sommaire du numéro

### La Semaine du droit

ÉDITO

#### [Que faire des vieux ?](#)

N° 717 - Par Christophe JAMIN

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | DONNÉES PERSONNELLES

#### [Absence illicite du consentement au traitement de données personnelles et droit à réparation](#)

N° 718 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | FAMILLE

#### [La loi « justice patrimoniale » est publiée](#)

N° 719

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | FAMILLE

#### [Modalités de fonctionnement du conseil de famille des pupilles de l'État](#)

N° 720

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

#### [Journal officiel du 30 mai au 5 juin 2024](#)

N° 721

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

#### [Arrêts P de la Cour de cassation du 20 au 26 mai 2024](#)

N° 722

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉS

#### [L'associé visé par une proposition d'exclusion ne peut être privé de son droit de vote](#)

N° 723

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

#### [Journal officiel du 30 mai au 5 juin 2024](#)

N° 724

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

## [Arrêts P de la Cour de cassation du 20 au 26 mai 2024](#)

N° 725

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

## [L'office du juge en présence d'une clause de non-concurrence illicite](#)

N° 726 - Par Gilles DEDESSUS-LE-MOUSTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT POUR FAUTE GRAVE

## [Une relation intime entre deux salariés peut être constitutive d'une faute grave](#)

N° 727

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | ASSURANCE MALADIE

## [Calcul des IJSS en cas de période de référence incomplète : abandon de la réforme et pérennisation des dispositions transitoires](#)

N° 728

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

## [Résultats de l'étude exploratoire sur l'intelligence artificielle au travail](#)

N° 729

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

## [Journal officiel du 30 mai au 5 juin 2024](#)

N° 730

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

## [Arrêts P de la Cour de cassation du 20 au 26 mai 2024](#)

N° 731

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE

## [Régularisation rétroactive d'un accord collectif portant PSE : passe décisive aux partenaires sociaux](#)

N° 732 - Par François PINATEL

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | IMPÔTS ET CONTRIBUTIONS

## [Incorporation au Code général des impôts et au Livre de procédures fiscales de divers textes modifiant et complétant certaines dispositions](#)

N° 733

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | LOIS ET RÈGLEMENTS

## [Le Sénat dresse le bilan annuel d'application des lois au 31 mars 2024](#)

N° 734

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

## [Droit à un délai raisonnable de jugement, ayants-droit compris](#)

N° 735 - Par Mathieu TOUZEIL-DIVINA

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

## Conditions d'indemnisation du contribuable en cas de rectification fiscale sur une opération de défiscalisation

N° 736

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

## Journal officiel du 30 mai au 5 juin 2024

N° 737

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | CONSEIL D'ÉTAT

## Arrêts A du Conseil d'État du 13 au 26 mai

N° 738

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COMMANDE PUBLIQUE

## L'indemnisation du concurrent irrégulièrement évincé d'un contrat de commande publique en cas de résiliation du contrat

N° 739 - Par François LICHÈRE

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT AU RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

## Surveillance secrète

N° 740 - Par Frédéric SUDRE

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT AU RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

## Accès aux origines

N° 741 - Par Frédéric SUDRE

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PROTECTION DES CONSOMMATEURS

## Rappel des obligations du professionnel en matière de commande à distance

N° 742 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | LIBRE PRESTATION DE SERVICES

## Rappel utile, sous réserve d'exceptions prévues, du principe du seul contrôle de l'État membre de résidence du prestataire de services

N° 743 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | CONTRATS ET OBLIGATIONS

## Contrat obsèques : exécution imparfaite de la prestation et atteinte à la dignité de la cérémonie

N° 744 - Par Stéphanie WDOWIAK

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

## Concours d'éloquence et procès fictif

N° 745 - Par Florence JAMAY

[Consulter le PDF](#)

[La Semaine de la doctrine](#)



L'ÉTUDE | ÉNERGIE

## La concession de distribution de gaz : un modèle concessif sui generis

N° 746 - Par Stéphane BRACONNIER

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | DROIT ADMINISTRATIF

### Droit administratif

N° 747 - Par Gweltaz EVEILLARD

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | UNION EUROPÉENNE

### Les particules élémentaires

N° 748 - Par Marc MOSSÉ

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | OUVRAGE

### Le choix des juges

N° 749

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | OUVRAGE

### Droit des étrangers

N° 750

[Consulter le PDF](#)

## La Semaine du praticien

EN QUESTIONS | PROTECTION DES DONNÉES

### Réutilisation des données du secteur public : entrée en application du règlement d'exécution sur les ensembles de données de forte valeur

N° 751 - Par Antoine PETEL

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AIDE JURIDICTIONNELLE

### Prolongation de l'expérimentation du regroupement des bureaux d'AJ par cour d'appel

N° 752

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUGEMENTS ET ARRÊTS (EN MATIÈRE CIVILE)

### Défaut de réponse aux conclusions d'une victime de viol souhaitant l'anonymat : vice de forme

N° 753

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

### « Refuge-Avocats » : un nouveau dispositif de soutien aux victimes de harcèlement et de discrimination

N° 754

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

### La Grande consultation des avocats lancée par le CNB

N° 755

[Consulter le PDF](#)

# La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 24 du 17 juin 2024

---

## Sommaire du numéro

### La Semaine du droit

ÉDITO

#### Dissolution : retour au peuple et mécanique constitutionnelle

N° 756 - Par Anne LEVADE

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | AVOCATS

#### Avocats LGBTI+ : signature d'une charte de bonnes pratiques

N° 757 - Par Florence CREUX-THOMAS

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

#### Journal officiel du 6 au 12 juin 2024

N° 758

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

#### Arrêts P de la Cour de cassation du 27 mai au 2 juin 2024

N° 759

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | CASSATION (EN MATIÈRE CIVILE)

#### Le juge de renvoi en liberté (très) surveillée

N° 760 - Par Xavier VUITTON

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | FRAUDE

#### La fraude aux examens et concours publics ne se limite pas à celle des candidats

N° 761

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | SAISIES ET CONFISCATION

#### Contestation de saisie non-spéciale : applicabilité de la procédure de contestation des perquisitions et visites domiciliaires

N° 762

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JOURNAL OFFICIEL

#### Journal officiel du 30 mai au 12 juin 2024

N° 763

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

## [Arrêts P de la Cour de cassation du 13 au 26 mai 2024](#)

N° 764

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

## [Un ancien premier ministre devant la Cour de cassation : grande affaire, petite cassation](#)

N° 765 - Par Guillaume BEAUSSONIE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SECRET DES AFFAIRES

## [Encadrement de la production de documents couverts par le secret des affaires devant le juge](#)

N° 766

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

## [Journal officiel du 6 au 12 juin 2024](#)

N° 767

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

## [Arrêts P de la Cour de cassation du 27 mai au 2 juin 2024](#)

N° 768

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | TRAVAIL

## [CDD « multi-remplacements » : trois nouveaux secteurs d'activité intégrés dans le champ de l'expérimentation](#)

N° 769

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

## [Caractérisation d'un accident du travail : admission de la preuve déloyale sous conditions de nécessité et de proportionnalité](#)

N° 770

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

## [Journal officiel du 6 au 12 juin 2024](#)

N° 771

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

## [Arrêts P de la Cour de cassation du 27 mai au 2 juin 2024](#)

N° 772

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | SALAIRES

## [Quel point de départ de la prescription salariale en cas d'inaptitude du salarié ?](#)

N° 773 - Par Roberto THIANCOURT

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | DISSOLUTION

## [Dissolution de l'Assemblée nationale : les élections législatives anticipées se tiendront les 30 juin et 7 juillet prochains](#)

N° 774

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | SOLIDARITÉ FISCALE

## [Décharge de responsabilité solidaire : nouveau recours gracieux pour les époux ou partenaires séparés](#)

N° 775

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ENVIRONNEMENT

## [Reconnaître des droits à la nature relève-t-il du droit de l'environnement ou du droit civil ?](#)

N° 776 - Par Vivien BEAUJARD

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## [Quels sont les effets d'une suspension conservatoire, notamment à l'égard d'un président d'université ?](#)

N° 777 - Par Clemmy FRIEDRICH

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

## [Journal officiel du 6 au 12 juin 2024](#)

N° 778

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DE CASSATION

## [Arrêts P de la Cour de cassation et A du Conseil d'État du 27 mai au 2 juin 2024](#)

N° 779

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | MARIAGE

## [Consentement au mariage et contexte d'emprise](#)

N° 780 - Par Karine INVERARDI

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

## [Centre Jean Bodin : Penser les transitions et les défis contemporains](#)

N° 781 - Par François HOURMANT

[Consulter le PDF](#)

## [La Semaine de la doctrine](#)



CHRONIQUES | ARBITRAGE

## [Droit de l'arbitrage](#)

N° 782 - Par Christophe SERAGLINI, Paul GIRAUD et Léonor JANDARD

[Consulter le PDF](#)

CHRONIQUES | RESPONSABILITÉ CIVILE

## [Responsabilité civile](#)

N° 783 - Par Cyril BLOCH et Jonas KNETSCH

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | DROIT INTERNATIONAL

## [Coopération franco-vietnamienne pour le recouvrement des avoirs de la corruption](#)

N° 784 - Par Aurélien LÉTOCART

[Consulter le PDF](#)



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

**3 questions à Catherine Saint Geniest et Karl Hepp de Sevelinges, managing partners, Jeantet**

N° 785

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES

**JO 2024 : le TAS ouvrira deux bureaux temporaires à Paris**

N° 786

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

**Exploitation des données d'un téléphone d'une avocate : violation du secret professionnel par investigations judiciaires excessives**

N° 787

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PARLEMENT

**Dissolution de l'Assemblée nationale : les conséquences sur les travaux parlementaires**

N° 788

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

**La plateforme numérique de la CARPA fait peau neuve**

N° 789

[Consulter le PDF](#)

# La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 24 du 13 juin 2024

---

## Sommaire du numéro

### Échos de la pratique

#### TRAVAIL

### 3 QUESTIONS - Nouveautés relatives au bénévolat et à la vie associative : entreprises et salariés peuvent être concernés

N° 508 - Par Cécile TERRENOIRE

[Consulter le PDF](#)

#### ENTREPRISE

### Simplification de la vie des entreprises : le Sénat remanie le projet de loi

N° 509

[Consulter le PDF](#)

#### BIBLIOGRAPHIE

### Le choix des juges

N° 510

[Consulter le PDF](#)

#### BIBLIOGRAPHIE

### La privation de propriété comme sanction de la contrefaçon

N° 511

[Consulter le PDF](#)

#### DONNÉES CHIFFRÉES

### Publication du rapport annuel sur le contrôle IEF en 2023

N° 512

[Consulter le PDF](#)

### Actualités

#### AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

### Le relativisme du savoir financier à l'assaut de notre citadelle commune

N° 513 - Par Antoine BRÛLÉ

[Consulter le PDF](#)

#### AFFAIRES | ASSURANCE

### Conditions cumulatives pour la garantie des dommages à l'ouvrage existant par l'assurance obligatoire

N° 514

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

### [Suspension de la prescription biennale des actions liées aux baux commerciaux en cas de fraude](#)

N° 515

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | FRANCHISE

### [Nullité des clauses contractuelles excessivement restrictives de la liberté d'exercice d'une activité commerciale après la fin du contrat](#)

N° 516

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | FRANCHISE

### [Encadrement de la production de documents couverts par le secret des affaires devant le juge](#)

N° 517

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | INFRACTIONS ÉCONOMIQUES

### [Paquet LBC-FT : feu vert du Conseil pour les nouvelles règles](#)

N° 518

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ PUBLIC

### [Quand le non-respect du principe du contradictoire entraîne la cassation en chaîne de l'ensemble des dispositions du jugement cassé ayant un lien de dépendance nécessaire](#)

N° 519

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

### [La directive visant à promouvoir la réparation de biens hors d'usage ou défectueux validée par le Conseil de l'UE](#)

N° 520

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | ACCIDENT DU TRAVAIL ET MALADIE PROFESSIONNELLE

### [Accident du travail : absence de communication à l'expert judiciaire du rapport médical par la CPAM et office du juge](#)

N° 521

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | ACCIDENT DU TRAVAIL ET MALADIE PROFESSIONNELLE

### [Caractérisation d'un accident du travail : admission de la preuve déloyale sous conditions de nécessité et de proportionnalité](#)

N° 522

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

### [De l'importance pour l'employeur d'agir rapidement lorsqu'il a connaissance de faits fautifs](#)

N° 523

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

### [Nullité du licenciement en cas de mention dans la lettre de rupture d'une procédure](#)

## judiciaire du salarié

N° 524

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | ENREGISTREMENT

### [Pacte Dutreil : précision du champ des activités éligibles à l'exonération partielle de DMTG](#)

N° 525

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

### [Mise en oeuvre des ajustements apportés par la loi de finances pour 2024 sur les plus-values de cession de locaux professionnels](#)

N° 526

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PROCÉDURES FISCALES

### [Conditions d'indemnisation du contribuable en cas de rectification fiscale sur une opération de défiscalisation](#)

N° 527

[Consulter le PDF](#)

## Études et commentaires



AFFAIRES | SARL

### [AG annuelle 2024 de SARL et approbation des comptes annuels d'une EURL](#)

N° 1174 - Par Marie SUPIOT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE

### [Premier arrêt de la Cour de cassation relatif aux actions de préférence](#)

N° 1175 - Par Bruno DONDERO

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | LIQUIDATION JUDICIAIRE

### [Pas de revendication d'un aéronef inscrit sur le registre à titre de propriété](#)

N° 1178 - Par Jocelyne VALLANSAN

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

### [Société - Société civile immobilière \(SCI\) - Pouvoir du juge des référés - Nomination de l'administrateur provisoire \(oui\) - Durée renouvelable - Menace sur la gestion actuelle et future de la société \(oui\) - Mésentente entre les associés et le gérant](#)

N° 1176

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

### [Société - Société civile immobilière - Vente immobilière - Qualité de professionnel de la SCI \(non\) - Activité habituelle d'achat et de revente de biens \(non\) - Clause d'exclusion de garantie des vices cachés opposable par la SCI venderesse \(oui\) - Présomption de connaissance des vices \(non\)](#)

N° 1177

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

### [Le nécessaire contrôle effectif des clauses abusives par le juge](#)

N° 1179 - Par Ghislain POISSONNIER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COMMISSAIRE AUX COMPTES

**Délit d'entrave aux fonctions de commissaire aux comptes : ce qu'il suffit d'établir pour caractériser l'élément intentionnel**

N° 1180 - Par Jean-Noël STOFFEL

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

**Concurrence - Pratique anticoncurrentielle - Enquête de concurrence - Secteur des articles de puériculture - Bien-fondé de l'autorisation de visite domiciliaire (oui) - Objet de la visite domiciliaire suffisamment précis (oui)**

N° 1181

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | GARANTIE DES SALAIRES

**Subrogation de l'AGS dans le superprivilège des salariés et recevabilité du recours à l'encontre d'une ordonnance du juge-commissaire autorisant une transaction**

N° 1182 - Par Marie-Noëlle ROUSPIDE-KATCHADOURIAN

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | ISF

**Les revenus des associés d'une société de l'article 8 du CGI**

N° 1183 - Par Henri HOVASSE

[Consulter le PDF](#)

# Revue de droit bancaire et financier, n° 3 du 01 mai 2024

---

## Sommaire du numéro

### Repère

SOCIÉTÉ

**À propos des valeurs mobilières donnant accès au capital et des réductions de capital à zéro**

N° 3 - Par Hervé LE NABASQUE

[Consulter le PDF](#)

### Alertes

FOCUS | BANQUE

**La substitution frauduleuse de RIB**

N° 50 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

RAPPORTS ET AVIS | CRYPTOACTIFS

**Haut Comité juridique de la place financière de Paris : publication d'un rapport sur le règlement européen (UE) 2023/1114 « MiCA »**

N° 51 - Par Géraldine ROZIER

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | BANQUE

**IA et emploi : nouvelle déclaration commune dans le secteur bancaire**

N° 52

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | BANQUE

**Réponse de l'AFG à la consultation de l'ESMA sur son projet d'orientations lié à la sollicitation inversée (MiCA)**

N° 53

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SYSTÈME FINANCIER

**Un niveau de risque encore élevé au sein de l'Union européenne selon les ESAs**

N° 54

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | UNION DES MARCHÉS DE CAPITAUX

**Rapport sur la relance de l'Union des marchés de capitaux**

N° 55

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SERVICES DE PAIEMENT

## [De mesures pour limiter les nouveaux types de fraude sur les paiements](#)

N° 56

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉTABLISSEMENT BANCAIRES

## [Un document consultatif sur les lignes directrices relatives à la gestion du risque de crédit de la contrepartie](#)

N° 57

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | FINANCE DURABLE

## [Publication de lignes directrices sur les sukuk verts, sociaux et durables](#)

N° 58

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | BANQUE

## [Banque de France : retour sur les mutations des secteurs de la finance et des paiements](#)

N° 59

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SERVICES DE PAIEMENT

## [Un cadre de gouvernance commun pour la norme DPM 2.0](#)

N° 60

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT

## [Des lignes directrices pour la mise en oeuvre du test de fonds propres de groupe pour les groupes d'entreprises d'investissement](#)

N° 61

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | BANQUE

## [Propositions de l'AFG pour l'Union des marchés de capitaux](#)

N° 62

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SERVICES FINANCIERS

## [Un exercice de préparation du secteur à l'entrée en vigueur de la directive DORA](#)

N° 63

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RÉOLUTION BANCAIRE

## [Efforts conjoints de la BCE et de l'EBA pour une communication de données plus efficace](#)

N° 64

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RÉGLEMENT MICA

## [Normes techniques sur le traitement des réclamations des émetteurs d'asset referenced tokens](#)

N° 65

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RÉOLUTION BANCAIRE

## [Une nouvelle vision pour le MRU](#)

N° 66

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS II

## Publication du rapport annuel 2023 de l'AMF

N° 67

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | MIFID II

## Résultats de la première année du régime pilote pour les infrastructures de marché DLT

N° 68

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | EMIR

## Amélioration de la supervision et qualité des données EMIR

N° 69

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | MIFID II

## Rapport sur la qualité et l'utilisation des données

N° 70

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | MARCHÉ FINANCIER

## La DeFI : un plaidoyer pour une « labellisation » de segments de marchés de crypto-monnaies

N° 71 - Par Antoine BRÛLÉ

[Consulter le PDF](#)

VEILLE LÉGISLATIVE | VEILLE LÉGISLATIVE

## Du 29 février 2024 au 15 mai 2024

N° 72

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES PUBLICATIONS | VEILLE DES PUBLICATIONS

## Veille des publications

N° 73

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE | BIBLIOGRAPHIE

## La finance durable

N° 74

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE | BIBLIOGRAPHIE

## EU Banking and Financial Regulation

N° 75

[Consulter le PDF](#)

## Entretien



CLASSES DE PARTIES AFFECTÉES

## Regards croisés : que faut-il retenir des derniers contentieux en matière de classes de parties affectées ?

N° 2 - Par Romain DE MENONVILLE , Nicolas MORELLI et David ROBINE

[Consulter le PDF](#)

## Étude



CONSOMMATION

### Le nouveau cadre européen du crédit à la consommation

N° 4 - Par Marie GILLOUARD et Nathalie GRUMO

[Consulter le PDF](#)

BANQUE

### Contentieux des opérations de paiement : l'exclusivité du régime des articles L. 133-18 et suivants du CMF, applications et perspectives

N° 5 - Par Bastien MICHALET , Appoline MOISSON et Magali TARDIEU  
CONFAVREUX

[Consulter le PDF](#)

## Commentaires



DROIT BANCAIRE | CAUTIONNEMENT

### Cautionnement : portée de la fiche d'informations

N° 53

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CAUTIONNEMENT

### Cautionnement : appréciation de la disproportion

N° 54

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CAUTIONNEMENT

### Cautionnement : recours en remboursement

N° 55

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CAUTIONNEMENT

### Cautionnement : recours subrogatoire de la caution contre l'emprunteur et la sous-caution

N° 56

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CAUTIONNEMENT

### Cautionnement : retrait litigieux

N° 57

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CAUTIONNEMENT

### Cautionnement : portée du surendettement du débiteur principal

N° 58

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | GARANTIE AUTONOME

### Cautionnement ou garantie autonome : quel lien avec le contrat de base ?

N° 59

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | ASSURANCE EN GÉNÉRAL

### « Lorsque » le mot est de trop

N° 60 - Par Nicolas LEBLOND

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | ASSURANCE

## [La conscience des risques n'implique pas la conscience du caractère inéluctable des dommages](#)

N° 61 - Par Nicolas LEBLOND

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | ASSURANCE-VIE

## [Caractérisation et conséquences de l'interdépendance existant entre des contrats de prêt in fine et un contrat d'assurance-vie](#)

N° 62 - Par Nicolas LEBLOND

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | ASSURANCE-VIE

## [La créance de rachat forme l'assiette de la saisie administrative à tiers détenteur](#)

N° 63 - Par Nicolas LEBLOND

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | SURENDETTEMENT

## [Surendettement et cautionnement](#)

N° 64 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS

## [Surendettement et hypothèque judiciaire provisoire](#)

N° 65 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | RECOUVREMENT DE CRÉANCES

## [Saisie immobilière et juge de l'exécution](#)

N° 66 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | SAISIE IMMOBILIÈRE

## [Titre exécutoire et fusion](#)

N° 67 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | PROCÉDURES COLLECTIVES

## [Vérification des créances et incompétence du juge-commissaire](#)

N° 68 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | ADMISSION

## [Admission des intérêts de retard dans le remboursement d'un prêt](#)

N° 69 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | PÉRIODE SUSPECTE

## [Nullité de la saisie-attribution exercée en période suspecte](#)

N° 70 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CRÉANCES POSTÉRIEURES

## [Paiement par compensation d'une créance postérieure non privilégiée](#)

N° 71 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | ARRÊT DES POURSUITES INDIVIDUELLES

## [L'arrêt des poursuites individuelles relevé d'office par le juge](#)

N° 72 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | ARRÊT DES VOIES D'EXÉCUTION

## **La poursuite de la caution réelle en difficulté encore possible... pour quelque temps !**

N° 73 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | REVENDICATION

## **Le régime de la revendication conforme à la Constitution**

N° 74 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | GESTION COLLECTIVE

## **Révision des directives OPCVM et AIFM : unification de certaines règles de gouvernance applicables aux sociétés de gestion et gestionnaires d'OPCVM et de FIA**

N° 75 - Par Michel STORCK

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | DIRECTIVES OPCVM ET AIFM

## **Révision des directives OPCVM et AIFM : harmonisation des règles de délégation par la société de gestion/gestionnaire**

N° 76 - Par Michel STORCK

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | DIRECTIVES AIFM

## **Révision des directives OPCVM et AIFM : règles d'octroi de prêts par les fonds d'investissement alternatifs (FIA)**

N° 77 - Par Michel STORCK

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | DIRECTIVES OPCVM ET AIFM

## **Révision des directives OPCVM et AIFM : introduction de fonctions et services auxiliaires nouveaux pour les gestionnaires de fonds d'investissement**

N° 78 - Par Isabelle RIASSETTO

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | DIRECTIVES OPCVM ET AIFM

## **Révision des directives OPCVM et AIFM : harmonisation et modernisation des outils de gestion de la liquidité**

N° 79 - Par Isabelle RIASSETTO

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | DIRECTIVES OPCVM ET AIFM

## **Révision des directives OPCVM et AIFM : dépositaires**

N° 80 - Par Isabelle RIASSETTO

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | FINANCE DURABLE

## **Le coût de l'inaction sera supérieur à celui de l'action ou comment « l'incertitude ne constitue pas une excuse valable pour justifier l'inaction »**

N° 81

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | MARCHÉS D'INSTRUMENTS FINANCIERS

## **La réforme des textes MIF vient d'être publiée**

N° 82 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

DROIT FINANCIER | AUTORITÉS EUROPÉENNES DE SURVEILLANCE

## **Le règlement EBA précisé en matière de blanchiment**

N° 83 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

## Dossier



BANQUE

### Crise(s) bancaire(s) de 2023 : causes, traitements et responsabilités

N° 14 - Par Kevin MAGNIER MERRAN et Akram EL MEJRI

[Consulter le PDF](#)

BANQUE

### Quelles leçons tirer des stress bancaires de 2023 ?

N° 15 - Par Laurence SCIALOM

[Consulter le PDF](#)

BANQUE

### La part du droit dans la crise bancaire de 2023

N° 16 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

BANQUE

### La gestion de la crise à court terme

N° 17 - Par Kevin MAGNIER MERRAN

[Consulter le PDF](#)

BANQUE

### Crises bancaires : quelles responsabilités ?

N° 18 - Par Akram EL MEJRI

[Consulter le PDF](#)

## Meilleure pratique



SERVICES DE PAIEMENT

### L'activité de fourniture de services de paiement vs celle d'émission de monnaie électronique : quelle qualification ?

N° 2 - Par Evelina GRATIANU

[Consulter le PDF](#)

# Revue internationale de la compliance et de l'éthique des affaires, n° 3 du 07 juin 2024

---

## Sommaire du numéro

### Éditorial

RSE

#### La déferlante RSE

N° 79 - Par Roxana FAMILY,

[Consulter le PDF](#)

### Actualités

FOCUS | INGÉRENCE ÉCONOMIQUE

#### D'étranges ingérences étrangères auprès des salariés : une nécessaire prévention à renforcer

N° 80 - Par Philippe BOUCHEZ EL GHOZI

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | COMPLIANCE ET ÉTHIQUE DES AFFAIRES - FRANCE

#### Nouvelle étude annuelle de l'AFA et du SSSMI sur le nombre d'atteintes à la probité enregistrées en 2023

N° 81

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | GRECO

#### Nouveau rapport du GRECO sur la prévention de la corruption en France

N° 82

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SAY ON CLIMATE

#### Le ministre de l'Économie français favorable à une disposition « Say on climate » au niveau européen

N° 83

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SÉNAT

#### Rapport du Sénat sur les narcotrafics et la montée en puissance de la corruption

N° 85

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AFA

## Publication par l'AFA d'un nouveau guide pratique à l'attention des chambres de commerce et d'industrie

N° 86

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | COMITÉ RSE

## Création d'un comité RSE au sein de l'AMF

N° 87

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | TOTAL ÉNERGIES

## Refus de Total Énergies d'inscrire à l'ordre du jour de la prochaine AG une résolution relative à la gouvernance

N° 88

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | EUROPE

## Union européenne : approbation par le Conseil de l'UE de la pénalisation des violations des sanctions adoptées par l'UE

N° 89

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | LITUANIE

## Lituanie : première amende à l'égard d'une entreprise pour violation du régime de sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie

N° 90

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | TRANSPARENCY INTERNATIONAL

## Union européenne : publication d'une étude par Transparency International relative aux activités parallèles des eurodéputés

N° 91

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE

## Union européenne : publication du rapport annuel des affaires traitées par la Cour de justice de l'UE

N° 92

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INTERNATIONAL

## Royaume-Uni : une contribution en faveur des registres de propriété des entreprises annoncée par le Gouvernement

N° 93

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉTATS-UNIS

## États-Unis : adoption d'un projet de loi portant de nouvelles sanctions et mesures de sécurité

N° 94

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CONGRÈS AMÉRICAIN

## États-Unis : un membre du Congrès américain et son épouse accusés de corruption

N° 95

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | OFAC

## États-Unis : l'OFAC lance une nouvelle application « Sanctions List Service »

N° 96

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ÉTATS-UNIS

## États-Unis : mise à jour d'un rapport pour accompagner les exportateurs dans la conformité de leurs opérations aux réglementations américaines sur le contrôle des exportations

N° 97 - Par Isabelle BUFFLIER

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRISES ET DROITS HUMAINS - FRANCE

## Devoir de vigilance - Transposition du règlement sur les batteries

N° 98

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | TRAVAIL FORCÉ

## Travail forcé et travail des enfants - Bilan du dialogue et engagement du FIR

N° 99

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CHANGEMENT CLIMATIQUE

## Changement climatique - Plainte pénale contre le conseil d'administration et des actionnaires de TotalEnergies

N° 100

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | EUROPE

## Produits issus du travail forcé - Adoption du règlement européen

N° 101

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CHANGEMENT CLIMATIQUE

## Changement Climatique - Condamnation de la Suisse par la CEDH

N° 102

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INTERNATIONAL

## Minerais - Mise à jour annuelle du « Transition Minerals tracker »

N° 103

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DÉFORESTATION

## Déforestation - Rapport du CDP sur les chaînes d'approvisionnement

N° 104

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

## Santé et sécurité au travail - Impacts du changement climatique

N° 105 - Par Charlotte MICHON

[Consulter le PDF](#)

## Études



AVOIRS CRIMINELS

## Refonte des normes européennes et internationales en matière de recouvrement des avoirs criminels : quelles perspectives d'évolution pour le dispositif français ?

N° 106 - Par Sara BRIMBEUF et Charlotte PALMIERI

[Consulter le PDF](#)

LCB-FT

## La LCB/FT dans les opérations de titrisation

N° 107 - Par Alexandre QUIQUEREZ

[Consulter le PDF](#)

### Commentaires

DROITS HUMAINS

## Climat et droits humains : condamnation inédite de la Suisse par une décision du 9 avril 2024 de la Cour européenne des droits de l'homme

N° 108 - Par Gépy KOUDADJE , Yann UTZSCHNEIDER et Félix THILLAYE

[Consulter le PDF](#)

SANCTIONS DE L'UE

## Directive on the definition of criminal offences and penalties for the violation of Union restrictive measures : challenges and perspectives

N° 109 - Par Ophélie CLAUDE et Pierre ZIENTARA

[Consulter le PDF](#)

### Cahiers pratiques

FOURNISSEURS

## Articuler les différents exercices de vigilance liés aux fournisseurs

N° 110 - Par Charlotte MICHON

[Consulter le PDF](#)

## À la une

### Loi Abitbol renforçant la protection des mineurs et l'honorabilité dans le sport : un (petit) pas en attendant le grand saut ?

étude par Ludivine RICHEFEU

*S'insérant dans l'objectif actuel de mieux lutter contre les violences sexuelles dans le sport, la loi du 8 mars 2024 nouvelle soulève néanmoins certaines difficultés quant à sa mise en œuvre, qui mettent en lumière les défis restant à relever pour améliorer la prévention et la répression des violences dans le sport.*



© buritora\_AdobeStock

## Technique

### L'incidence des procédures collectives sur les instances en cours

étude par Méлина BUQUANT

## Jurisprudence

### Revirement de jurisprudence : admission d'une indemnisation par l'ONIAM en complément de la réparation par un professionnel fautif de la perte de chances d'éviter le dommage corporel

note par Laura VITALE  
sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 24 avr. 2024

### Corruption privée et temporalité, un pacte a été payé

note par Théo ROUSSEAU  
sous Cass. crim., 7 mai 2024

## Gazette Spécialisée

### DROIT DES SOCIÉTÉS

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• **Dorothee GALLOIS-COCHET**

Professeure à l'université Paris Dauphine - PSL

• **Maud LAROCHE**

Professeure à l'université Paris Nanterre

AVEC LA PARTICIPATION DE

Bastien BRIGNON, Matthieu BUCHBERGER, Alexandre DALION, Margaux DEUCHLER, Guillaume GRUNDELER, Jade HUARD, David MANTIENNE, Célia MAYRAN, Guillaume MEZACHE, Claire-Anne MICHEL, Jean-Marc MOULIN, Isabelle PRODHOMME, Mathieu STOCLET, Lucie WATRIN et Anne-Françoise ZATTARA



## Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense  
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck  
et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2024

· Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

· Abonnement France (un an) :

Journal seul : 591,16 € TTC

Recueils + table seuls : 576,87 € TTC

Journal, recueil + table : 795,36 €

Abonnement feuilletable numérique : 254,23 € TTC

· Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 669 €

Journal, recueil + table : 892 €

Abonnement feuilletable numérique : 249 €

Internet : [gazette-du-palais.fr](http://gazette-du-palais.fr)

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 708 g éq. CO<sub>2</sub>



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :  
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,  
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par  
courriel en format word à [redactiongp@lextenso.fr](mailto:redactiongp@lextenso.fr)  
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas  
de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits  
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon  
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant  
unique permettant de retrouver directement l'article  
via un moteur de recherche ou sur [www.labase-lextenso.fr](http://www.labase-lextenso.fr)

## Actualité

- GPL464o5 ■ Statut de l'élève avocat : la commission Formation profes-  
sionnelle du CNB espère boucler son rapport pour fin 2024 3
- GPL464o3 ■ À l'Université, l'intelligence collective plus forte  
que l'intelligence artificielle 4
- GPL464t9 ■ À Lyon, premières mesures pour faciliter la compréhension  
de la justice 6
- GPL464l2 ■ Dénis de justice : l'émergence d'un contentieux sériel 7
- GPL464n3 ■ Affaire Bastia-Poretta : « j'ai fait ce qu'un bâtonnier devait  
faire »  
entretien avec Monika MAHI-MA-SOMGA 9
- GPL464u6 ■ Le droit de voter mais pas celui de défendre ses libertés  
libres propos par Diégo POLLET sous L. n° 2024-317, 8 avr. 2024 10

## Technique

- GPL464p3 ■ L'incidence des procédures collectives sur les instances en cours  
étude par Mélina BUQUANT 12

## Doctrine

- GPL463y0 ■ Loi Abitbol renforçant la protection des mineurs et l'hono-  
rabilité dans le sport : un (petit) pas en attendant le grand saut ?  
étude par Ludivine RICHEFEU 16

## Jurisprudence

- GPL464o0 ■ Revirement de jurisprudence : admission  
d'une indemnisation par l'ONIAM en complément de la réparation  
par un professionnel fautif de la perte de chances d'éviter  
le dommage corporel  
note par Laura VITALE sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 24 avr. 2024 20
- GPL464k6 ■ Corruption privée et temporalité, un pacte a été payé  
note par Théo ROUSSEAU sous Cass. crim., 7 mai 2024 23
- GPL464d1 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation  
par Catherine BERLAUD 26
- GPL464i7 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État  
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 32
- GPL463r8 ■ Chronique de jurisprudence de droit et de déontologie  
de la profession d'avocat  
sous la direction de Jean VILLACÈQUE  
avec la collaboration d'Alain ANDORNO, Jean-Luc GAINETON, Daniel LANDRY et  
Bertrand DE BELVAL <https://lext.so/GPL463r8> 35



## Gazette Spécialisée

### DROIT DES SOCIÉTÉS

Sous la responsabilité scientifique de  
Dorothee GALLOIS-COCHET et Maud LAROCHE

35

## À la une

## La justice et les crimes non élucidés

étude par Jacques DALLEST

À l'occasion de l'anniversaire des deux années de la création du pôle des crimes sériels ou non élucidés, Jacques Dallest, magistrat honoraire et président du groupe de travail sur le traitement judiciaire des cold cases, des crimes sériels et autres crimes complexes, livre un témoignage personnel sur la genèse de ce pôle et les perspectives d'amélioration du dispositif.



© Bits and Spills\_AdoStock

## Actualité

## Emploi et recrutement chez les avocats : les grandes tendances

focus

## Dissolution : conflit de normes entre le décret présidentiel et le Code électoral sur l'organisation des élections législatives

libres propos par François-Xavier ARNOUX

## Jurisprudence

## Pas de PFRLR pour la procédure applicable aux délits de presse

note par Thomas BESSE  
sous Cons. const., QPC, 17 mai 2024

## Le droit de reprise en nature des propres à l'épreuve de la fongibilité de la monnaie

note par Tossi FASSASSI  
sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 2 mai 2024

## Gazette Spécialisée

## DROIT DU DOMMAGE CORPOREL

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

## • Claudine BERNFELD

Avocate au barreau de Paris, cabinet Bernfeld Ojalvo Associés

## • Frédéric BIBAL

Avocat au barreau de Paris, cabinet Bibal

AVEC LA PARTICIPATION DE

Anne BACHELLERIE, Alice BARRELLIER, William BODILIS, Camille BOTTE, Aurélie COVIAUX, Chloé DAVID, Frédéric DELBEZ, Estelle FLORIN, Marie-Claire GRAS, Benoît GUILLON, Cyril IRRMANN, Noémie KLEIN, Olivier MERLIN, Pascal MÉNARD, Lucile PRIOU-ALIBERT, Anaïs RENELIER, Pamela ROBERTIERE, Daphné TAPINOS, Sylvie VERNASSIÈRE et Dahbia ZEGOUT



## Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense  
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordnatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2024

· Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

· Abonnement France (un an) :

Journal seul : 591,16 € TTC

Recueils + table seuls : 576,87 € TTC

Journal, recueil + table : 795,36 €

Abonnement feuilletable numérique : 254,23 € TTC

· Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 669 €

Journal, recueil + table : 892 €

Abonnement feuilletable numérique : 249 €

Internet : [gazette-du-palais.fr](http://gazette-du-palais.fr)

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 708 g éq. CO<sub>2</sub>



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,  
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par

courriel en format word à [redactiongp@lextenso.fr](mailto:redactiongp@lextenso.fr)

et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas  
de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits  
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon  
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant  
unique permettant de retrouver directement l'article  
via un moteur de recherche ou sur [www.labase-lextenso.fr](http://www.labase-lextenso.fr)

Le numéro du 25 juin 2024 sera un hors-série dématérialisé sur le 48<sup>e</sup> colloque de Droit et commerce.

## Actualité

- GPL465b5 ■ **Emploi et recrutement chez les avocats : les grandes tendances** 3
- GPL465a9 ■ **LGBT+ : à Paris, une charte pour favoriser l'inclusion** 5
- GPL464k4 ■ **Avocats sans frontières : « dédier une semaine par an aux permanences solidaires dans tous les barreaux »**  
entretien avec Pauline TUBIANA 8
- GPL464w8 ■ **Dissolution : conflit de normes entre le décret présidentiel et le Code électoral sur l'organisation des élections législatives**  
libres propos par François-Xavier ARNOUX 9

## Technique

- GPL464z4 ■ **Fiscalité des produits des contrats d'assurance-vie en cas de rachat total ou partiel**  
par Hervé ZAPF 10

## Doctrine

- GPL464u9 ■ **La justice et les crimes non élucidés**  
étude par Jacques DALLEST 13

## Jurisprudence

- GPL464r8 ■ **Pas de PFRLR pour la procédure applicable aux délits de presse**  
note par Thomas BESSE sous Cons. const., QPC, 17 mai 2024 18
- GPL464p0 ■ **Le droit de reprise en nature des propres à l'épreuve de la fungibilité de la monnaie**  
note par Tossi FASSASSI sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 2 mai 2024 22
- GPL464i4 ■ **Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation**  
par Catherine BERLAUD 26
- GPL464i8 ■ **Panorama de jurisprudence du Conseil d'État**  
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 31
- GPL464d0 ■ **Panorama de jurisprudence de la CEDH**  
par Catherine BERLAUD 34
- GPL464p1 ■ **Chronique de jurisprudence de droit de la presse**  
par François FOURMENT et Philippe PIOT <https://lext.so/GPL464p1> 
- GPL464a6 ■ **Chronique de jurisprudence du droit des mineurs**  
par Delphine THOMAS-TAILLANDIER <https://lext.so/GPL464a6> 

## Aux marches du Palais

### Portrait

- GPL464s1 ■ **Lucie Leturcq, bâtonnière du barreau de Montluçon** 35

## Gazette Spécialisée

### DROIT DU DOMMAGE CORPOREL

37

Sous la responsabilité scientifique de  
Claudine BERNFELD et Frédéric BIBAL

*Notamment dans ce numéro :*

## CHRONIQUES

### DROIT COMMUN DES CONTRATS

**Théorie générale** → Interdépendance et location financière : maintien de la jurisprudence antérieure à la réforme du droit des contrats – par Mathias Latina (P. 17) **Responsabilité** → *Probatio diabolica* : c'est au défendeur d'établir la connaissance par le demandeur des faits lui permettant d'agir en responsabilité – par Jean-Sébastien Borghetti (P. 24) → La chute dans le parking : retour sur les vices de l'obligation de sécurité – par Marie Dugué (P. 28)

### CONTRATS SPÉCIAUX

**Contrats et nouvelles technologies** → Bien qu'elle ne soit pas une signature électronique, une signature manuscrite scannée peut être admise en preuve, en l'absence de contestation de sa véracité – par Jérôme Huet (P. 49) **Contrats translatifs** → Haro sur le vendeur professionnel ! – par Louis Thibierge (P. 51) → Des limites de la présomption de solidarité en matière de cession de contrôle – par Jean-François Hamelin (P. 54) **Contrats de distribution** → La franchise à l'épreuve du déséquilibre significatif – par Frédéric Buy (P. 61) **Contrats aléatoires** → Variations sur la faute inassurable – par Fabrice Leduc (P. 69)

### CONTRAT ET AUTRES DROITS

**Droit de la consommation** → L'abus dans les clauses de prix ou le contrôle de la lésion – par Garance Cattalano (P. 89) → Défaut d'information du consommateur sur un élément essentiel du contrat : le vice d'erreur est présumé – par Jérôme Julien (P. 94) **Droit de la concurrence** → Nouvelle intervention de l'Autorité dans les relations contractuelles entre Google et éditeurs de presse sur la rémunération des droits voisins – par Laurence Idot (P. 103) **Droit des biens** → Le legs d'une chose indivise n'est pas un legs de la chose d'autrui – par Frédéric Danos (P. 106)

## DOSSIER

→ Le droit de la prescription après quinze années d'application de la loi du 17 juin 2008 (P. 126)

# Sommaire

SOMMAIRE DE LA REVUE DE JUIN 2024

## Chroniques

### Droit commun des contrats

#### Théorie générale

**P. 10** Le juge du contrat peut-il être tenu à l'écart d'une clause ?

*Cass. 1<sup>re</sup> civ., 31 janv. 2024, n° 21-23233, F-B*

RDC201x4 ■ Une institution d'enseignement chargée de contrôler les motifs de résiliation du contrat qui la lie à un étudiant, pour un nombre déterminé de cycles, peut-elle considérer que cette prérogative empêche le juge d'exercer un contrôle sur sa décision ? Le refus que manifeste le présent arrêt rassure, en même temps que la publication de la décision inquiète quant à la perception de certains plaideurs, pour lesquels la présence d'une prérogative contractuelle pourrait être aussitôt comprise comme une prérogative souveraine.

par Rémy Libchaber

**P. 12** Une terre deux fois promise : la confrontation d'un droit de préférence et d'un droit de préemption arbitrée par la théorie de la fraude

*Cass. 3<sup>e</sup> civ., 11 janv. 2024, n° 21-24580, FS-B*

RDC202a1 ■ La Cour de cassation réaffirme la primauté du droit de préemption d'origine légale sur le droit de préférence d'origine conventionnelle, tout en réservant le droit à réparation du bénéficiaire déçu. L'intérêt de l'arrêt résidait ailleurs, dans l'appréciation d'une possible fraude qui aurait justifié d'écarter le jeu de la préemption, au profit du bénéficiaire du pacte de préférence. Il était acquis que le tiers acquéreur connaissait l'existence du pacte et l'intention du bénéficiaire de s'en prévaloir. Est-ce à dire que cette considération psychologique, dont on sait qu'elle conditionne la possible annulation du pacte de préférence ou la substitution du bénéficiaire dans les droits du tiers, caractérisait dans le même temps l'intention frauduleuse du tiers ? Si l'arrêt écarte à juste titre cette assimilation, il ne clarifie qu'imparfaitement la question en souscrivant à une approche intentionnelle, mais inexacte, de la notion de fraude.

par Frédéric Dournaux

**P. 17** Interdépendance et location financière : maintien de la jurisprudence antérieure à la réforme du droit des contrats

*Cass. com., 10 janv. 2024, n° 22-20466, FS-BR*

RDC201x7 ■ Depuis un arrêt rendu en chambre mixte le 17 mai 2013, la Cour de cassation juge que « les contrats concomitants ou successifs qui s'inscrivent dans une opération incluant une location financière sont interdépendants » et « que sont réputées non écrites les clauses des contrats inconciliables avec cette interdépendance ». La question se posait de savoir si cette jurisprudence allait perdurer sous l'empire de l'article 1186 du Code civil issu de l'ordonnance du 10 février 2016. C'est ce qu'a décidé la chambre commerciale, dans un arrêt du 10 janvier 2024, qui a maintenu l'analyse objective du groupe de contrats incluant une location financière et, en conséquence, l'interdiction des clauses qui tendent à contredire cette interdépendance.

par Mathias Latina

**P. 21** Réflexions sur la convention d'occupation précaire

*Cass. 3<sup>e</sup> civ., 11 janv. 2024, n° 22-16974, FS-B*

RDC201x0 ■ La convention d'occupation précaire n'est pas un bail, ce qui entraîne l'éviction de l'article 1719 du Code civil de son régime, article qui impose la délivrance dans le bail. Mais elle doit tout de même être considérée comme un contrat emportant mise à disposition d'un local, ou d'une autre chose, ce qui pourrait reconstituer une obligation de délivrance, de garantie peut-être, sur le fondement de l'article 1194 du Code civil et des suites que l'équité, l'usage ou la loi sont susceptibles de donner à la convention d'après sa nature.

par Rémy Libchaber

#### Responsabilité

**P. 24** *Probatio diabolica* : c'est au défendeur d'établir la connaissance par le demandeur des faits lui permettant d'agir en responsabilité

*Cass. com., 24 janv. 2024, n° 22-10492, F-B*

RDC201z0 ■ La charge de la preuve du point de départ d'un délai de prescription incombe à celui qui invoque cette fin de non-recevoir.

par Jean-Sébastien Borghetti

**P. 28** La chute dans le parking : retour sur les vices de l'obligation de sécurité

*Cass. 2<sup>e</sup> civ., 21 déc. 2023, nos 21-22239 et 21-23817, FS-B*

RDC201y3 ■ La responsabilité de l'exploitant d'un parking peut être engagée, à l'égard de la victime d'une chute survenue dans ce parking, sur le fondement de la responsabilité contractuelle si la victime a contracté avec cet exploitant et sur celui de la responsabilité extracontractuelle si la victime était tiers au contrat de stationnement. C'est cette dernière responsabilité que peut chercher à engager le passager d'un véhicule stationné sur le parking.

par Marie Dugué

**P. 32** Le contentieux de la réparation des dommages causés par la violation du RGPD : les tiraillements de la CJUE

*CJUE, 14 déc. 2023, n<sup>o</sup> C-340/21*

*CJUE, 14 déc. 2023, n<sup>o</sup> C-456/22*

*CJUE, 21 déc. 2023, n<sup>o</sup> C-667/21*

*CJUE, 25 janv. 2024, n<sup>o</sup> C-687/21*

RDC202a3 ■ Dans quatre arrêts rendus en décembre 2023 et janvier 2024, la Cour de justice de l'Union européenne tente, sans grand succès, de clarifier le régime de responsabilité de l'article 82 du règlement général sur la protection des données : nature du régime de responsabilité, caractères du préjudice réparable, appréciation abstraite ou concrète du préjudice et évaluation des dommages-intérêts.

par Jonas Knetsch

**P. 39** Extension d'une jurisprudence corporatiste : de l'application de l'article 2225 du Code civil à l'action en responsabilité pour manquement au devoir de conseil sur les honoraires !

*Cass. 1<sup>re</sup> civ., 28 févr. 2024, n<sup>o</sup> 22-22895, F-B*

RDC201x8 ■ L'arrêt commenté affirme une solution nouvelle : la prescription de l'action en responsabilité de l'avocat fondée sur un manquement au devoir d'information sur les modalités de détermination des honoraires et l'évolution de leur montant est soumise à l'article 2225 du Code civil, lorsque les honoraires sont dus en raison d'une mission d'assistance ou de représentation en justice. La faveur considérable dont bénéficient les avocats qui, s'agissant de la responsabilité qu'ils encourent dans le cadre de leur mission de représentation en justice, échappent au point de départ glissant de l'article 2224 dudit code, s'en trouve étendue. Inique pour le client, parfaitement injustifiable au regard du régime de prescription auquel sont soumis les autres professionnels en raison d'un manquement à leur devoir de conseil, la solution, corporatiste, ne réjouira que la profession d'avocat.

par Sophie Pellet

## Contrats spéciaux

### Contrats et nouvelles technologies

**P. 44** Le droit commun des quasi-contrats chassé par le droit spécial du Code des postes et des communications électroniques

*Cass. com., 25 oct. 2023, n<sup>o</sup> 22-17220, F-B*

RDC201z9 ■ La personne morale, abonnée à un service informatique payant d'aide à la gestion de clientèle, qui s'aperçoit que sa résiliation de ce service n'a pas été prise en compte cherchera logiquement à obtenir le remboursement des sommes versées par erreur. En enfermant une telle action dans le délai d'un an, prévu à l'article L. 34-2 du Code des postes et des communications électroniques au profit des prestataires de services de communications électroniques, alors que cette action est fondée sur un quasi-contrat – la répétition de l'indu –, la chambre commerciale de la Cour de cassation rend une solution sévère pour le *solvens*. Cette sévérité est accentuée par le choix opéré de ne pas faire glisser le point de départ du délai de prescription à la connaissance effective du paiement indu.

par Anne Danis-Fatôme

**P. 48** En droit pénal international, il ne suffit pas, pour justifier la compétence du juge français, que le site internet litigieux soit accessible en France : il faut aussi qu'il y ait un lien suffisant entre l'infraction et le territoire français

*Cass. crim., 5 sept. 2023, n<sup>o</sup> 22-84537, F-D*

RDC201z6 ■ S'agissant de propos diffusés par internet, le critère d'accessibilité aux propos litigieux depuis le territoire français ne peut suffire à lui seul à caractériser un acte de publication sur ce territoire, rendant le juge français compétent pour en connaître.

par Jérôme Huet

**P. 49** Bien qu'elle ne soit pas une signature électronique, une signature manuscrite scannée peut être admise en preuve, en l'absence de contestation de sa véracité

*Cass. soc., 14 déc. 2022, n<sup>o</sup> 21-19841, FS-B*

RDC201z8 ■ Doit être approuvée la cour d'appel qui, « après avoir constaté qu'il n'était pas contesté que la signature en cause était celle du gérant de la société et permettait parfaitement d'identifier son auteur, lequel était habilité à signer un contrat de travail, en a exactement déduit que l'apposition de la signature manuscrite numérisée du gérant de la société ne valait pas absence de signature ».

par Jérôme Huet

SUITE DU SOMMAIRE EN PAGE SUIVANTE >>

**P. 50** Le tribunal français est compétent lorsqu'en France un consommateur agit contre un professionnel qui dirige son activité vers son pays, même si ce professionnel est ressortissant d'un pays tiers à l'Union

*Cass. 1<sup>re</sup> civ., 7 juin 2023, n° 22-16758, F-D*

RDC20124 ■ L'article 17 du règlement *Bruxelles I bis* subordonne la compétence des juridictions de l'État membre du domicile du consommateur à la seule circonstance que le commerçant ait envisagé, avant la conclusion du contrat, de commercer avec des consommateurs domiciliés dans cet État.

par Jérôme Huet

## Contrats translatifs

**P. 51** Haro sur le vendeur professionnel !

*Cass. com., 17 janv. 2024, n° 21-23909, F-B*

RDC201x2 ■ En présence d'un vice caché, l'action indemnitaire constitue une arme redoutable entre les mains de l'acquéreur. Elle ne peut être exercée que contre un vendeur de mauvaise foi, vendeur auquel on assimile, non pas le « professionnel », mais le « vendeur professionnel », ce que rappelle opportunément la Cour de cassation.

par Louis Thibierge

**P. 54** Des limites de la présomption de solidarité en matière de cession de contrôle

*Cass. com., 24 janv. 2024, n° 20-13755, F-B*

RDC202a4 ■ Si les quatre associés ayant cédé le contrôle de leur société à une autre sont tenus solidairement de la garantie de passif envers cette société cessionnaire en raison de la commercialité de cette opération, le dirigeant de la société cessionnaire qui a acquis quelques parts auprès de l'un seulement des quatre associés cédants ne peut se prévaloir de la présomption de solidarité dont a bénéficié sa société pour poursuivre en garantie les cédants avec lesquels il n'a pas contracté.

par Jean-François Hamelin

## Contrats de jouissance

**P. 57** Le caractère vain de la mise en demeure : quels critères ?

*Cass. 3<sup>e</sup> civ., 25 janv. 2024, n° 22-16583, F-D*

RDC20123 ■ La chambre commerciale de la Cour de cassation a récemment jugé que, dans le cadre de la résolution unilatérale du contrat, la mise en demeure n'avait pas à être délivrée si elle était vaine. La troisième chambre civile se rallie à cette solution par l'arrêt commenté. Ces décisions donnent le sentiment que le caractère vain de la mise en demeure repose tout entier sur la gravité du comportement adopté par le contractant. Une approche plus objective semble préférable.

par Jean-Baptiste Seube

**P. 59** Retour sur la convention d'occupation précaire

*Cass. 3<sup>e</sup> civ., 11 janv. 2024, n° 22-16974, FS-B*

RDC202a5 ■ La convention d'occupation précaire n'étant pas un bail, le propriétaire n'est pas soumis à l'obligation de délivrance du bailleur telle que prévue par l'article 1719 du Code civil. Si la solution doit être approuvée, elle suscite des interrogations, notamment sur le degré d'autonomie de la convention d'occupation précaire par rapport aux modèles connus.

par Romain Boffa

## Contrats de distribution

**P. 61** La franchise à l'épreuve du déséquilibre significatif

*Cass. com., 28 févr. 2024, n° 22-10314, FS-B*

RDC20122 ■ La Cour de cassation rend, dans une affaire *Pizza Sprint*, son premier « grand arrêt » relatif à l'application de l'ancien article L. 442-6, I, 2° (devenu L. 442-1, I, 2°) du Code de commerce en matière de franchise. L'arrêt éclaire la question du déséquilibre significatif mais aussi celle de la recevabilité de l'action du ministre.

par Frédéric Buy

**P. 66** L'action « consécutive » du grand distributeur sanctionné par l'administration

*CA Versailles, 12<sup>e</sup> ch, 21 déc. 2023, n° 21/06836*

RDC201y0 ■ La cour d'appel de Versailles admet de façon inédite qu'un grand distributeur, puni d'une amende administrative pour avoir conclu la convention écrite après la date butoir du 1<sup>er</sup> mars, puisse exercer, devant le juge judiciaire, une action consécutive visant à établir la coresponsabilité du fournisseur.

par Frédéric Buy

## Contrats aléatoires

**P. 69** Variations sur la faute inassurable

*Cass. 2<sup>e</sup> civ., 25 janv. 2024, n° 21-17365, F-D*

RDC201x1 ■ Dans l'arrêt commenté, la deuxième chambre civile de la Cour de cassation expose, de manière complète et concise, ce qui apparaît désormais comme la construction prétorienne consolidée de la dualité des fautes inassurables. Mais il y a encore matière à discuter sur les finitions.

par Fabrice Leduc

## Contrats et droit des sociétés

### P. 72 Objet social, intérêt social, contrat et abus de minorité : les statuts sont-ils la loi des associés ?

Cass. com., 13 mars 2024, n° 22-13764, FS-B

RDC202b0 ■ Lorsque le franchiseur s'invite au capital de la société franchisée, les conflits ne sont plus seulement des conflits entre cocontractants mais aussi des conflits entre associés, posant d'intéressantes questions mêlant contrat et société. C'est le cas du présent arrêt, par lequel la Cour de cassation aborde, dans le contexte de la franchise participative, les notions essentielles d'objet social, d'intérêt social, de pouvoirs du dirigeant et d'abus de minorité.

par Julia Heinich

### P. 76 Article 1843-4 du Code civil : l'expert, le juge et les parties

Cass. com., 17 janv. 2024, n° 22-15897, F-B

RDC202a8 ■ L'expert de l'article 1843-4 du Code civil peut, afin de ne pas retarder le cours de ses opérations de fixation du prix de droits sociaux, retenir différentes évaluations correspondant aux interprétations de la convention respectivement revendiquées par les parties, à charge pour le juge, après avoir procédé à la recherche nécessaire de la commune intention des parties, d'appliquer l'évaluation correspondante, laquelle s'impose alors à lui.

par Marie Caffin-Moi

## Contrats internationaux

### P. 80 Clauses attributives de juridiction et élément d'extranéité : la Cour de justice étend le règlement *Bruxelles I bis* aux contrats purement internes

CJUE, 8 févr. 2024, n° C-566/22

RDC201y8 ■ Par un arrêt *Inkreal* très contestable, la Cour de justice décide que la situation est internationale, et le règlement n° 1215/2012 applicable, dès lors que les parties, établies dans un État membre, décident de se soumettre à la compétence des juridictions d'un autre État membre, quand bien même tous les éléments de la situation seraient localisés dans leur État de résidence et que la situation n'entreprendrait ainsi aucun lien avec le juge élu.

par Bernard Haftel

## Contrat et autres droits

### Droit processuel

### P. 84 Sanction par une fin de non-recevoir du non-respect de la clause instaurant une procédure d'escalade dans le règlement amiable des litiges entre assureurs

Cass. 3<sup>e</sup> civ., 25 janv. 2024, n° 22-22681, F-D

RDC201x9 ■ L'article 4 de la convention de règlement amiable des litiges entre assureurs, dite convention *Coral*, qui impose une procédure d'escalade avant de recourir à la conciliation, à l'arbitrage ou à la saisine d'une juridiction étatique, constitue une clause instituant une procédure de tentative de règlement amiable obligatoire et préalable à la saisine du juge, dont le non-respect est sanctionné par une fin de non-recevoir.

par Caroline Pelletier

### Droit pénal

### P. 86 Loi du 27 juillet 2023 visant à protéger les logements contre l'occupation illicite : le bail d'habitation n'est plus un sanctuaire à l'abri des foudres du droit pénal

L. n° 2023-668, 27 juill. 2023

RDC201y9 ■ Outre l'incrimination du « squat », le volet pénal de la loi du 27 juillet 2023 visant à protéger les logements contre l'occupation illicite vient punir d'une peine d'amende délictuelle le maintien sans droit ni titre dans un local à usage d'habitation en violation d'une décision de justice définitive et exécutoire ayant donné lieu à un commandement régulier de quitter les lieux depuis plus de deux mois.

par Romain Ollard

SUITE DU SOMMAIRE EN PAGE SUIVANTE >>

## Droit de la consommation

### P. 89 L'abus dans les clauses de prix ou le contrôle de la lésion

*CJUE, 23 nov. 2023, n° C-321/22*

RDC202b1 ■ La chasse aux clauses abusives a fait ces dernières années une incursion remarquable dans le champ du crédit et s'y fait une place de choix. Le droit des clauses abusives est de mieux en mieux maîtrisé par les praticiens, et la technique du renvoi préjudiciel y devient un réflexe partagé chez les juges nationaux des différents États membres. C'est pourquoi la Cour de justice de l'Union européenne est fréquemment saisie de questions concernant l'application de la directive n° 93/13 en la matière, ce qui fait progresser d'autant la connaissance du mécanisme de protection des consommateurs contre l'abus. Une nouvelle illustration en est fournie ici. À propos de clauses de frais, l'arrêt met en lumière un aspect souvent méconnu du contrôle de l'abus en droit de la consommation : non limité à un contrôle de l'équilibre juridique, il peut prendre la forme d'un contrôle économique qui le rapproche d'une forme de contrôle généralisé de la lésion. La décision offre aussi l'occasion de préciser la sanction de l'abus lorsque seule une éradication partielle de la clause paraît appropriée.

par Garance Cattalano

### P. 94 Défaut d'information du consommateur sur un élément essentiel du contrat : le vice d'erreur est présumé

*Cass. 1<sup>re</sup> civ., 20 déc. 2023, n° 22-18928, FS-B*

RDC201z5 ■ Dans une décision du 20 décembre 2023, la Cour de cassation considère que le défaut d'information du consommateur sur une caractéristique essentielle permet de présumer le vice d'erreur, et ainsi d'obtenir la nullité du contrat. La décision est intéressante en ce sens que l'article L. 111-1 du Code de la consommation, siège de l'obligation précontractuelle d'information, n'est pas sanctionné – textuellement – par la nullité du contrat.

par Jérôme Julien

### P. 97 Regard sur la nouvelle directive n° 2023/2673/UE du 22 novembre 2023, modifiant la directive n° 2011/83/UE en ce qui concerne les contrats de services financiers conclus à distance

*PE et Cons. UE, dir. n° 2023/2673, 22 nov. 2023*

RDC201y1 ■ L'Union européenne s'est dotée d'une nouvelle directive relative aux contrats de services financiers conclus à distance, dont les dispositions, intégrées au sein de la directive du 25 octobre 2011, relative aux droits des consommateurs, sont appelées à s'appliquer à compter du 19 juin 2026. Les droits des consommateurs en sortiront renforcés, tant en ce qui concerne l'information que la rétractation.

par Jean-Denis Pellier

## Droit de la concurrence

### P. 103 Nouvelle intervention de l'Autorité dans les relations contractuelles entre Google et éditeurs de presse sur la rémunération des droits voisins

*Aut. conc., déc. n° 24-D-03 du 15 mars 2024, relative au respect des engagements figurant dans la décision de l'Autorité de la concurrence n° 22-D-13 du 21 juin 2022, relative à des pratiques mises en œuvre par Google dans le secteur de la presse*

RDC202a9 ■ Google est condamné à une amende de 250 millions d'euros pour ne pas avoir respecté la décision d'acceptation d'engagements de juin 2022 qui fixait le cadre de la négociation avec les éditeurs et les agences de presse pour la rémunération de leurs droits voisins. La décision aborde également, pour la première fois, la question des services d'intelligence artificielle.

par Laurence Idot

## Droit des biens

### P. 106 Le legs d'une chose indivise n'est pas un legs de la chose d'autrui

*Cass. 1<sup>re</sup> civ., 6 mars 2024, n° 22-13766, F-D*

RDC202a0 ■ La chose indivise n'est pas la chose d'autrui, de sorte que le legs d'une chose indivise par un indivisaire n'est pas un legs de la chose d'autrui et qu'il échappe ainsi à la nullité de l'article 1021 du Code civil.

par Frédéric Danos

**P. 109** Conflit entre un vendeur réservataire et un affactureur sur la créance de prix de revente d'un logiciel d'occasion

Cass. com., 6 mars 2024, n° 22-22651, FS-B

Cass. com., 6 mars 2024, n° 22-18818, FS-B

Cass. com., 6 mars 2024, n° 22-23657, FS-B

RDC201y5 ■ La remise par l'acquéreur d'un logiciel d'une copie de ce logiciel et la conclusion d'un contrat d'utilisation de ce logiciel de manière permanente au profit d'un tiers s'analysent comme une vente, de sorte que le fournisseur du logiciel, bénéficiaire d'une clause de réserve de propriété, peut revendiquer la créance du prix de revente sur laquelle l'affactureur n'a donc aucun droit et demander à ce dernier la restitution des sommes qu'il a indûment encaissées.

par Frédéric Danos

**P. 116** Déplacement de l'assiette de la servitude par le propriétaire du fonds servant : une faculté très (trop ?) encadrée

Cass. 3<sup>e</sup> civ., 25 janv. 2024, n° 22-16920, FS-B

RDC201x5 ■ Le propriétaire du fonds servant qui souhaite modifier les modalités d'exercice de la servitude sur le fondement de l'article 701, alinéa 3, du Code civil ne peut le faire que si les nouvelles modalités d'exercice sont conformes aux prescriptions d'un plan de prévention des risques naturels prévu par l'article L. 562-1 du Code de l'environnement même si les anciennes modalités ne l'étaient pas.

par Antoine Tadros

## Sources du droit des contrats

### Droit européen des contrats

**P. 119** L'articulation de l'article 14 du Code civil et des règles du règlement Bruxelles I bis – interprétation de la notion de « circonstances exceptionnelles et inévitables » de la directive (UE) n° 2015/2302 sur les voyages à forfait

CA Paris, 7 nov. 2023, n° 23/04047

CJUE, 29 févr. 2024, n° C-299/229

CJUE, 29 févr. 2024, n° C-584/22

RDC201y4 ■ Règles de compétence et interprétation uniforme du droit substantiel alimentent la présente chronique. Le règlement *Bruxelles I bis* en dehors de son domaine d'applicabilité spatiale, dès lors que le défendeur n'est pas domicilié dans un État membre, renvoie aux règles de conflit de juridiction des États membres. Parmi celles-ci se trouvent les privilèges de juridiction fondés sur la nationalité des plaideurs. Un arrêt de la chambre commerciale et internationale de la cour d'appel de Paris illustre la mise en œuvre de cette articulation des règles nationales et européennes. La CJUE nourrit l'interprétation uniforme de la directive sur les voyages à forfait et, plus particulièrement, la notion et les modalités de mise en œuvre, dans le cadre de la pandémie de la Covid-19, des circonstances exceptionnelles et inévitables visées à l'article 12 de la directive qui peuvent justifier une résiliation du voyage par le client, sans frais de résiliation.

par Aline Tenenbaum

**P. 122** La « réversibilité » des droits de l'Homme dans les rapports locatifs

CEDH, 16 janv. 2024, n° 49066/12

CEDH, 16 janv. 2024, n° 36318/12

RDC201x6 ■ Par deux arrêts rendus le même jour à l'égard de deux États différents, la Cour européenne des droits de l'Homme montre, une nouvelle fois, qu'elle ne vole pas au secours des locataires parce qu'ils sont locataires ou des bailleurs parce qu'ils sont bailleurs, mais que, en fonction du contexte, elle peut servir indifféremment les intérêts des uns ou des autres.

par Jean-Pierre Marguénaud

**P. 124** Le concessionnaire de service public piégé par la règle des biens de retour

CEDH, 5 oct. 2023, n° 24300/20

RDC201x3 ■ La Cour européenne des droits de l'Homme admet, avec une brutalité peu habituelle, l'extension expresse de la règle dite des biens de retour, excluant toute indemnisation du délégataire, à des biens essentiels au fonctionnement du service public dont il était pourtant propriétaire avant la signature de la convention de délégation.

par Jean-Pierre Marguénaud

SUITE DU SOMMAIRE EN PAGE SUIVANTE >>

# Dossier

## Le droit de la prescription après quinze années d'application de la loi du 17 juin 2008

RDC202a7 ■ Le droit de la prescription, réformé en 2008, a considérablement évolué depuis, sous l'influence de lois nouvelles et surtout de la jurisprudence. On ne mesure pas suffisamment le chemin parcouru durant ces quinze dernières années. Pour l'essentiel, on constate que le raccourcissement du délai de droit commun à cinq années rend absolument cruciale la définition du point de départ du délai. La formule large de l'article 2224 du Code civil conduit la jurisprudence à multiplier les solutions particulières. Au final, le droit de la prescription se spécialise de plus en plus au point de devenir technique et complexe, ce qui n'était pas le but recherché en 2008.

- Quel rapport du juge administratif au droit privé quinze ans après la réforme du droit de la prescription ? par Charles Froger • p. 127

- La prescription et les droits fondamentaux, par Bénédicte Girard • p. 134

- La prescription des actions en responsabilité délictuelle, par Jean-Sébastien Borghetti • p. 139

- Le droit de la construction, quinze ans après la loi n° 2008-561 du 17 juin 2008 : entre prescription et forclusion, par Matthieu Poumarède • p. 145

- Le point de départ du délai de la prescription, par Marc Mignot • p. 151

- Les causes d'interruption et de suspension des délais, par Jean-Jacques Taisne • p. 157

### P. 127 Quel rapport du juge administratif au droit privé 15 ans après la réforme du droit de la prescription ?

RDC201y7 ■ La réforme du droit de la prescription civile réalisée par la loi du 17 juin 2008 a eu une influence directe sur le droit public. En supprimant la disposition du Code civil qui soumettait les personnes publiques aux mêmes prescriptions que les particuliers, elle laissait en suspens la question du droit applicable devant le juge administratif. L'analyse de 15 ans de jurisprudence administrative montre qu'une logique de continuité a principalement été poursuivie à travers le recours au droit privé. Subsidiairement, le juge administratif a pu engager une rupture dans certains domaines, en refusant de se référer au droit privé. De ces évolutions, le droit public de la prescription ne ressort toutefois ni moins complexe qu'avant la réforme, ni plus lisible.

par Charles Froger

### P. 134 La prescription et les droits fondamentaux

RDC201z7 ■ La présente contribution a pour objet d'étudier les interactions entre les droits fondamentaux et le droit de la prescription à partir d'un échantillon de décisions rendues par les juridictions françaises et la Cour européenne des droits de l'Homme. Elle commence par analyser comment les droits fondamentaux sont invoqués en matière de prescription, tant pour exiger une prescription que pour remettre en cause une prescription. Elle propose ensuite d'observer les effets de cette invocation des droits fondamentaux sur le droit de la prescription, en distinguant les effets du contrôle *in abstracto* et ceux du contrôle *in concreto*.

par Bénédicte Girard

### P. 139 La prescription des actions en responsabilité délictuelle

RDC201z1 ■ La question de la prescription des actions en responsabilité délictuelle est relativement peu traitée. Elle présente pourtant un grand intérêt, tant pratique que théorique. La prescription vient notamment éclairer le droit de la responsabilité, en révélant certaines de ses articulations et ambiguïtés. Réciproquement, la responsabilité sert parfois de révélateur pour le droit de la prescription.

par Jean-Sébastien Borghetti

### P. 145 Le droit de la construction, quinze ans après la loi n° 2008-561 du 17 juin 2008 : entre prescription et forclusion

RDC202a6 ■ La troisième chambre civile de la Cour de cassation, encouragée par la loi n° 2008-561 du 17 juin 2008, n'a cessé de bâtir, patiemment et au gré des affaires à elle soumises, un régime « cohérent » des délais du droit de la construction, non sans une esthétique qui montre toutefois ses limites lorsqu'elle se confronte à la réalité du temps procédural.

par Matthieu Poumarède

### P. 151 Le point de départ du délai de la prescription

RDC201y6 ■ L'article 2224 du Code civil est le texte de référence sur la question du point de départ. Compte tenu de son contenu, il est susceptible d'interprétation et de développements multiples. Trois situations s'en évincent. Dans la première, le titulaire de la prérogative connaît les faits qui lui permettent de l'exercer : le point de départ est fixé au jour des faits. Dans la deuxième, le titulaire ignore légitimement ces faits : le point de départ est repoussé au jour de leur connaissance. Dans la troisième, le titulaire ignore les faits qu'il devrait connaître : le point de départ est fixé au jour où il aurait dû avoir connaissance de ceux-ci.

par Marc Mignot

**P. 157 Les causes d'interruption et de suspension des délais**

RDC201y2 ■ La loi du 17 juin 2008 n'a que modérément modifié la matière. Qu'il s'agisse de ses reprises ou de ses créations, son application s'avère globalement aisée. Elle

révèle malgré tout des points de crispation : ambivalence de la consécration de l'adage *contra non valentem* et exacerbation de la distinction des prescriptions et des forclusions.

par Jean-Jacques Taisne

Prix de thèse 2025 de la *Revue des contrats*

Pour l'édition 2025 du prix de thèse de la *Revue des contrats*, les candidats ayant soutenu leur thèse entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2024 doivent faire parvenir leur thèse ainsi que leur rapport de soutenance avant le 31 janvier 2025. Le prix de thèse sera remis à l'issue du colloque annuel de la revue.

Les candidats doivent adresser leur thèse et le rapport de soutenance à Nadine Lolli à l'adresse suivante :

LEXTENSO - La Grande Arche, Paroi Nord - 30<sup>e</sup> étage - 1 Parvis de La Défense 92044 Paris - La Défense

Le prix de thèse de la *Revue des contrats* offre la possibilité d'une publication.

La lauréate du prix 2023 est Rebecca Frering pour sa thèse intitulée « La reconnaissance de dette ».

**Table chronologique des sources commentées**

**2022**

**DÉCEMBRE**

Cass. soc., 14 déc. 2022, n° 21-19841, FS-B.....p. 49 RDC201z8

**2023**

**JUIN**

Cass. 1<sup>re</sup> civ., 7 juin 2023, n° 22-16758, F-D.....p. 50 RDC201z4

**JUILLET**

L. n° 2023-668, 27 juill. 2023.....p. 86 RDC201y9

**SEPTEMBRE**

Cass. crim., 5 sept. 2023, n° 22-84537, F-D.....p. 48 RDC201z6

**OCTOBRE**

CEDH, 5 oct. 2023, n° 24300/20.....p. 124 RDC201x3

Cass. com., 25 oct. 2023, n° 22-17220, F-B.....p. 44 RDC201z9

**NOVEMBRE**

CA Paris, 7 nov. 2023, n° 23/04047.....p. 119 RDC201y4

PE et Cons. UE, dir. n° 2023/2673, 22 nov. 2023.....p. 97 RDC201y1

CJUE, 23 nov. 2023, n° C-321/22.....p. 89 RDC202b1

**DÉCEMBRE**

CJUE, 14 déc. 2023, n° C-340/21.....p. 32 RDC202a3

CJUE, 14 déc. 2023, n° C-456/22.....p. 32 RDC202a3

Cass. 1<sup>re</sup> civ., 20 déc. 2023, n° 22-18928, FS-B.....p. 94 RDC201z5

Cass. 2<sup>e</sup> civ., 21 déc. 2023, n°s 21-22239 et 21-

23817, FS-B.....p. 28 RDC201y3

CJUE, 21 déc. 2023, n° C-667/21.....p. 32 RDC202a3

CA Versailles, 12<sup>e</sup> ch, 21 déc. 2023, n° 21/06836.....p. 66 RDC201y0

**2024**

**JANVIER**

Cass. com., 10 janv. 2024, n° 22-20466, FS-BR.....p. 17 RDC201x7

Cass. 3<sup>e</sup> civ., 11 janv. 2024, n° 21-24580, FS-B.....p. 12 RDC202a1

Cass. 3<sup>e</sup> civ., 11 janv. 2024, n° 22-16974, FS-B.....p. 21 RDC201x0

.....p. 59 RDC202a5

CEDH, 16 janv. 2024, n° 49066/12.....p. 122 RDC201x6

CEDH, 16 janv. 2024, n° 36318/12.....p. 122 RDC201x6

Cass. com., 17 janv. 2024, n° 21-23909, F-B.....p. 51 RDC201x2

Cass. com., 17 janv. 2024, n° 22-15897, F-B.....p. 76 RDC202a8

Cass. com., 24 janv. 2024, n° 22-10492, F-B.....p. 24 RDC201z0

Cass. com., 24 janv. 2024, n° 22-13755, F-B.....p. 54 RDC202a4

CJUE, 25 janv. 2024, n° C-687/21.....p. 32 RDC202a3

Cass. 3<sup>e</sup> civ., 25 janv. 2024, n° 22-16583, F-D.....p. 57 RDC201z3

Cass. 2<sup>e</sup> civ., 25 janv. 2024, n° 21-17365, F-D.....p. 69 RDC201x1

Cass. 3<sup>e</sup> civ., 25 janv. 2024, n° 22-22681, F-D.....p. 84 RDC201x9

Cass. 3<sup>e</sup> civ., 25 janv. 2024, n° 22-16920, FS-B.....p. 116 RDC201x5

Cass. 1<sup>re</sup> civ., 31 janv. 2024, n° 21-23233, F-B.....p. 10 RDC201x4

**FÉVRIER**

CJUE, 8 févr. 2024, n° C-566/22.....p. 80 RDC201y8

Cass. 1<sup>re</sup> civ., 28 févr. 2024, n° 22-22895, F-B.....p. 39 RDC201x8

Cass. com., 28 févr. 2024, n° 22-10314, FS-B.....p. 61 RDC201z2

CJUE, 29 févr. 2024, n° C-299/229.....p. 119 RDC201y4

CJUE, 29 févr. 2024, n° C-584/22.....p. 119 RDC201y4

**MARS**

Cass. 1<sup>re</sup> civ., 6 mars 2024, n° 22-13766, F-D.....p. 106 RDC202a0

Cass. com., 6 mars 2024, n° 22-22651, FS-B.....p. 109 RDC201y5

Cass. com., 6 mars 2024, n° 22-18818, FS-B.....p. 109 RDC201y5

Cass. com., 6 mars 2024, n° 22-23657, FS-B.....p. 109 RDC201y5

Cass. com., 13 mars 2024, n° 22-13764, FS-B.....p. 72 RDC202b0

Aut. conc., déc. n° 24-D-03 du 15 mars 2024,

relative au respect des engagements figurant

dans la décision de l'Autorité de la concurrence n° 22-D-13 du 21 juin 2022, relative à des

pratiques mises en œuvre par Google dans le

secteur de la presse.....p. 103 RDC202a9

Rédacteurs en chef • Editors in Chief

Charles Kaplan ■ Charles Nairac

lextenso

Les  
**Cahiers**  
de  
**l'Arbitrage**

The  
**Paris**  
**Journal**  
of  
**International**  
**Arbitration**

2024 1



Secrétaire de rédaction ■ Assistant Editor  
Priscille Pedone

# Sommaire

2024-1

## Éditorial

Thomas CLAY ..... 1

## 1. SPÉCIAL « ARBITRAGE ET JEUX OLYMPIQUES »

Colloque de Paris, organisé par Sorbonne Arbitrage et « Paris, Place d'arbitrage », jeudi 29 février 2024, sous la direction scientifique du Professeur Thomas CLAY et de Maître Carine DUPEYRON

## Ouverture

Accueil  
par Skander KARAA ..... 13

Ouverture  
par Gaëlle LE QUILLEC ..... 17

Présentation du colloque  
par Thomas CLAY ..... 19

## I. Arbitrage et Olympisme : les Chambres *ad hoc* du TAS

History, characteristics and overview of the procedural particularities and the jurisdiction of the CAS *ad hoc* Divisions at the Olympic Games  
by Matthieu REEB and Dr Despina MAVROMATI..... 23

Field of play case  
by Carol ROBERTS..... 31

Guilty until proven innocent? Challenges faced by the CAS *Ad hoc* Division to assess the eligibility of Russian athletes to compete in the Rio 2016 Olympic Games  
by Francisco Antunes Maciel MÜSSNICH ..... 35

Jurisdiction of the CAS Ad hoc Division: Exhaustion of legal remedies by Raphaëlle FAVRE SCHNYDER .....	51
Oracles et prospective : les grandes décisions de la chambre <i>ad hoc</i> du TAS pour les Jeux olympiques de Paris 2024 par Franck LATTY.....	57

## **II. Les défis du Tribunal Arbitral du Sport**

### ***II.1. Le consentement***

Le consentement à l'arbitrage par Sophie DION.....	71
Le consentement à l'arbitrage du TAS pendant les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 par Christophe BERTRAND .....	77

### ***II.2. L'indépendance du TAS***

L'indépendance du TAS et ses défis par Me Jorge IBARROLA .....	93
Indépendance du TAS vis-à-vis de ses financeurs et des utilisateurs réguliers de ses services par Giulio PALERMO .....	105

### ***II.3. L'indépendance des arbitres du TAS***

Le point de vue de l'avocat par Thibaud D'ALÈS.....	109
The arbitrators' independence: The point of view of the CAS arbitrator by Luigi FUMAGALLI .....	121

### ***II.4. Les questions procédurales***

Issues around standing to appeal and standing to be sued by Michele A. R. BERNASCONI .....	129
The definition of "decision" under Article R47 of the CAS Code by Dr Leanne O'LEARY.....	133

### III. L'arbitrage des litiges du sport hors le TAS

#### Ouverture

par Jean-Pierre KARAQUILLO..... 139

#### Conciliation du CNOSF, procédures administratives et Chambre arbitrale du sport du CNOSF

par Philippe MISSIKA ..... 141

#### The Basketball Arbitral Tribunal

by Annett ROMBACH ..... 151

#### L'arbitrage de la Fédération Internationale Automobile

par Dr Jalal EL-AHDAB..... 159

#### Arbitration and world rugby in context

by Susan AHERN..... 175

#### La résolution des litiges de l'eSport

par Louis DEGOS ..... 185

### IV. Les évolutions jurisprudentielles actuelles de l'arbitrage en matière sportive

#### Quelques propos sur la pluralité des modes de règlement des différends en droit du sport

par Laurence BOISSON DE CHAZOURNES..... 201

#### Aspects notables et évolutions probables de la jurisprudence du Tribunal fédéral suisse portant sur des sentences du Tribunal Arbitral du Sport

par Antonio RIGOZZI ..... 205

#### Le cas *Semenya* (arrêt CEDH du 11 juillet 2023 et décisions précédentes)

par Rabab YASSEEN ..... 213

#### The *Jennifer Hermoso Case Or The World Cup Kiss*

by Melanie SCHÄRER ..... 229

#### La preuve dans les litiges de dopage

par Philippe BÄRTSCH ..... 239

L'impact du droit européen de la concurrence sur le pouvoir de contrôle des fédérations sportives sur leur sport et le rôle du Tribunal Arbitral du Sport  
par Romano SUBIOTTO KC..... 255

## **Rapport de synthèse**

par Andrew MCDUGALL KC..... 261

## **2. Commentaires de jurisprudence / Case Law**

Sous la direction de Christophe SERAGLINI

Hors-jeu pour l'arbitrage sportif ? Quelques observations en suite de l'arrêt CJUE (gde ch.), 21 décembre 2023, *International Skating Union*, C-124/21 P  
par Cyril NOURISSAT ..... 267

## **3. Panorama international de jurisprudence / Panorama of World Case Law**

Sous la direction de Michael POLKINGHORNE et Louis DEGOS

– *France, Arbitrage interne et international*  
par Priscille PEDONE et Bertrand ROBERT ..... 275